



HAL
open science

Les tours d'en face

Claske Dijkema, David Gabriel, Kirsten Koop

► **To cite this version:**

Claske Dijkema, David Gabriel, Kirsten Koop. Les tours d'en face : Renforcer le lien entre Université et Villeneuve. , 62 p., 2015. halshs-01261860

HAL Id: halshs-01261860

<https://shs.hal.science/halshs-01261860>

Submitted on 20 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Open licence - etalab

LES TOURS D'EN FACE

*Renforcer le lien entre
Université et Villeneuve*

Claske Dijkema

David Gabriel

Kirsten Koop



PRÉFACE

La loi de 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche indique que « le service public de l'enseignement supérieur participe, par la présence de ses établissements, au développement et à la cohésion sociale du territoire ; l'Université doit par ailleurs adopter des mesures visant à promouvoir et développer des interactions entre sciences et société initiées et animées par des étudiants ou des enseignants-chercheurs au sein des établissements comme sur le territoire de rayonnement de l'établissement ». Ainsi les missions, pour ne pas dire les fonctions de l'Université, vont bien au-delà des deux piliers académiques que sont la délivrance de diplômes et le développement de la connaissance scientifique. Même si ces vocations historiques conservent toute leur importance et leur légitimité, elles ne suffisent plus à circonscrire la réalité des pratiques universitaires et encore moins les défis et interpellations auxquelles ces dernières sont de plus en plus confrontées. On pourrait citer en vrac et parmi d'autres le lien avec les enjeux de développement économique, la formation tout au long de la vie, la citoyenneté, la promotion de la culture scientifique et technique... mais, pour s'en tenir à la nature du présent ouvrage, on en retiendra plus particulièrement deux dimensions : l'ancrage territorial et la fonction de médiation.

L'inscription territoriale car, dès lors que l'Université n'est pas ou plus « hors-sol », cela signifie bien qu'elle est « posée quelque part », et qu'elle y a ou y crée des racines l'ancrant dans un milieu socio-économique mais également culturel, historique, politique, urbain... Or, quand ce quelque part se trouve être un lieu aussi riche d'expériences et d'enjeux que la Villeneuve de Grenoble, se penser de part et d'autre comme ressource mutuelle relève autant de l'intérêt bien compris que de la responsabilité sociale.

La fonction d'animation car le statut comme la pratique de chercheur et plus encore d'enseignant-chercheur permet non seulement de disposer des outils réflexifs permettant de faire dialoguer le singulier et le général, l'empirique et le conceptuel, mais également d'user et d'abuser d'une forme de neutralité active au cœur d'un ensemble d'acteurs – institutionnels, professionnels, associatifs, habitants – qui ne font pas toujours système et encore moins réseau.

C'est ce type de posture et de démarche qu'entendent promouvoir et soutenir les actions d'animation et les bourses de thèse financées par la Région Rhône-Alpes dans le cadre de l'ARC7, autour d'une thématique « Innovations, mobilités, territoires et dynamiques urbaines » qui doit se concevoir de manière à la fois extensive, transdisciplinaire et partenariale⁽¹⁾. L'un des principaux défis auxquels sont confrontés les démarches collaboratives est de faire en sorte que les différentes parties tout à la fois s'y retrouvent (au sens où elles se rejoignent et se comprennent) et s'y retrouvent (au sens où elles y trouvent un « retour sur investissement »). La réalisation d'un ouvrage collectif tel que celui-ci montre qu'en l'espèce, le défi a été surmonté.

Grégoire FEYT

Responsable ARC7

Communauté académique de recherche
« Innovations, mobilités, territoires
et dynamiques urbaines »⁽²⁾

(1) Voir : <http://www.arc7-territoires-mobilites.rhonealpes.fr/>

(2) Dispositif inscrit dans le cadre de la Stratégie Régionale Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (SRESRI) de la Région Rhône-Alpes, <http://www.arc.rhonealpes.fr/>

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	page 6
CHAPITRE 1	
Co-naissance des universités de la plaine sud de Grenoble	page 9
CHAPITRE 2	
Les universités et leur responsabilité sociétale	page 11
CHAPITRE 3	
Interpellations citoyennes des universités à Villeneuve	page 15
CHAPITRE 4	
Université et quartier populaire : les frontières dans les têtes	page 21
CHAPITRE 5	
Les bancs - histoires de terrain	page 25
CHAPITRE 6	
Un séminaire habitants-chercheurs raconté à travers deux paradoxes	page 31
CHAPITRE 7	
La recherche participative : une palette de méthodes au choix	page 37
CHAPITRE 8	
Une recherche qui vise la co-construction des savoirs	page 43
CHAPITRE 9	
Perspectives pour une dynamique de co-construction	page 53

INTRODUCTION



L'université est souvent comparée à une tour d'ivoire afin de désigner sa déconnexion du quotidien des citoyens. Certes, cette analogie doit être nuancée. Et pourtant, l'écart entre ces « hauts lieux » du savoir et les préoccupations de la population peut particulièrement être ressenti quand établissements académiques et quartiers populaires se juxtaposent dans l'espace. Ceci est le cas au sud de Grenoble, où trois institutions universitaires — l'Institut de Géographie Alpine (IGA), l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (IUG) et l'École Nationale Supérieure d'Architecture (ENSAG) — sont rassemblées autour de Villeneuve, un grand ensemble avec une histoire énigmatique. La naissance de cette « ville moderne », associée à une utopie de gauche, était fortement liée aux études urbaines de Grenoble dans les années 1970. Au cours de son histoire, Villeneuve a accumulé beaucoup des « maux » des banlieues françaises et pourtant elle fait beaucoup moins l'objet des préoccupations universitaires. Il existe alors une formidable occasion pour se souvenir de cette histoire commune et écrire de nouvelles pages.

La finalité de la recherche en sciences sociales ainsi que sur les pédagogies dites « participatives ». Le groupe s'est alors lancé dans diverses activités à caractère expérimental, afin d'essayer d'aller au-delà des frontières qui existeraient entre les institutions universitaires et Villeneuve.

L'échange entre notre groupe de travail et certains habitants s'est fait par le biais d'un projet de construction d'un banc mobile, en bois, que nous avons installé successivement à plusieurs endroits de Villeneuve afin de prendre contact et de connaître les préoccupations des habitants. Nous avons aussi mené une courte enquête auprès des utilisateurs des institutions universitaires (enseignants-chercheurs, personnels administratifs et étudiants) d'un côté, et auprès des habitants de Villeneuve de l'autre, sur leurs perceptions des lieux respectifs et sur la question de ce qu'on pourrait faire ensemble. En outre, nous avons organisé un séminaire sur les liens entre les institutions universitaires et Villeneuve, réunissant habitants, associations et universitaires. Mais

En septembre 2013, un groupe de travail s'est formé afin de réfléchir sur les liens entre Villeneuve et les institutions universitaires qui l'entourent. Ce groupe est constitué à la fois d'enseignants-chercheurs et d'étudiants de l'IGA, de l'IUG et de l'ENSAG, ainsi que de représentants des associations grenobloises *Modus Operandi* et *Planning*, actifs à Villeneuve. Ses membres partagent la vision que l'université ne devrait pas fonctionner « hors sol », qu'elle devrait tisser des liens avec les territoires et mettre les savoirs au service des citoyens. Cette optique les a amenés à s'interroger sur la

nous avons surtout réfléchi sur les modes, moyens, opportunités et limites de « faire ensemble ». Comment faire résonner les questions et les problèmes que rencontrent les habitants de ce quartier et les thèmes auxquels s'intéressent les étudiants et enseignants-chercheurs ?

L'objectif de ce livret est de restituer le travail entamé et ses résultats intermédiaires. Il vise à faire un état de l'art d'un processus en cours d'évolution. Nous espérons dès lors partager notre expérience et intéresser le public aux possibilités et aux des difficultés d'un rapprochement entre citoyens, enseignants-chercheurs et étudiants. Notre démarche n'est pas isolée. Elle s'inscrit parfaitement dans la conjonction de deux dynamiques : d'une part de fortes mobilisations à Villeneuve autour de la rénovation urbaine ainsi qu'autour des violences et des représentations qui en sont faites par les médias. D'autre part, d'un rapprochement des universités de leurs territoires, incité par la loi de l'autonomie des universités (LRU) et le Plan Campus de 2007. Cette injonction politique, dans un contexte de décentralisation, touche aussi bien la formation universitaire que la recherche et elle concerne tous les acteurs territoriaux. Elle fait partie d'une approche internationalement en vogue : celle de la Responsabilité Sociale des Universités (RSU) qui permet, entre autres, de redéfinir la finalité et les méthodes de recherche en sciences sociales.

Certes, notre démarche ne couvre qu'une partie infime des possibilités de rapprochement entre université et société, en s'intéressant particulièrement à la question de la production et du partage du savoir. Ce livret en laisse une trace et invite habitants, étudiants, associations, universitaires et collectivités territoriales à poursuivre

la démarche, en prenant l'initiative. Afin de faciliter la lecture, les chapitres sont écrits de manière à ce qu'ils puissent être lus indépendamment les uns des autres.

La première partie est une introduction générale de la question des liens entre l'université, les citoyens et les territoires. Dans un premier chapitre sur la « Co-naissance des universités de la plaine sud de Grenoble », nous nous interrogeons sur la construction des institutions universitaires dans le sud de Grenoble comme volonté politique d'intégration. Nous montrons que leur proximité physique à Villeneuve n'est pas égale à une proximité sociale : les deux mondes semblent plus ou moins s'ignorer.

Les deux chapitres suivants portent sur les raisons qui peuvent motiver un rapprochement des deux côtés. Nous décrivons l'émergence du concept de la Responsabilité Sociale des Universités (RSU) dans le milieu académique et argumentons que cette idée, en vogue depuis le début du 21^e siècle, surgit à un moment de crise sociétale et permet de redéfinir le rôle des universités (chap.2). De « l'autre côté », nous expliquons, à partir de l'expérience de l'atelier populaire d'urbanisme de Villeneuve, quels ont été les raisons et intérêts qui ont poussé les participants à interpeller l'université et réfléchir sur le rôle de l'université dans les mouvements citoyens (chap. 3).

La deuxième partie de ce livret présente les résultats de nos actions menées. Elle commence avec la restitution des résultats d'une petite enquête sur les représentations (chap. 4). Comment les habitants de Villeneuve perçoivent-ils les institutions universitaires à leur proximité et, réciproquement, comment les usagers de ces insti-

tutions perçoivent-ils Villeneuve et ses habitants ? On voit émerger très rapidement la notion de « frontières dans les têtes » et celle de l'écart entre ces deux mondes. Le chapitre 5 raconte une expérience mise en place par notre groupe de travail, « le banc » comme un outil de débat *in situ* dans l'espace public. Cette expérience faisait partie intégrante du processus qui nous a menés au séminaire que nous avons organisé le 13 juin 2014. Ce séminaire fut un temps fort dans nos actions. Il réunissait enseignants-chercheurs, associations et habitants de Villeneuve et invitait à une réflexion commune sur nos liens. Il s'agissait notamment de partager les expériences, de discuter sur les conditions d'une recherche qui vise à la co-construction de savoir (comment le chercheur peut-il ne pas travailler SUR les habitants mais AVEC eux) et sur les possibilités et les limites d'une telle approche. Le chapitre 6 décrit et analyse les interactions pendant le séminaire à travers deux paradoxes.

Dans la 3^e partie du livret, nous esquissons, en prolongement avec nos expériences, les conditions d'une recherche qui vise la co-construction de savoirs. Tout d'abord, nous présentons une palette de méthodes développées en sciences sociales, utiles à sortir de la relation inégale entre le chercheur et « son objet d'étude » (chap. 7). Nous rendons

ainsi compte de la richesse des possibilités de transcender les frontières (sociales) entre universitaires et citoyens, et de la diversité méthodologique selon les objectifs poursuivis (échanger le savoir, monter une action citoyenne etc.). Le chapitre 8 présente alors cinq conditions à réunir afin de mener à bien une démarche de production collective de savoir : le dépassement des rapports de pouvoir, la réciprocité dans les relations, la reconnaissance de la complémentarité des savoirs citoyens, académiques et autres types de savoir, l'élaboration commune des questions de recherche et enfin, la co-interprétation et la co-écriture des résultats.

Le dernier chapitre (chap. 9) présente plusieurs interactions qui ont eu lieu entre acteurs universitaires et ceux du quartier. Ensuite, en guise de conclusion, nous tentons de dessiner les contours d'un cadre qui permettrait une ouverture plus ou moins institutionnalisée de l'université à la société civile.

Ce livret est une modeste contribution à une dynamique récente de changement de posture dans la recherche en sciences sociales. Nous invitons le lecteur à piocher des éléments qui font écho avec ses propres expériences, questionnements et/ou envies et à compléter et prolonger cette expérience.

Nous vous souhaitons bonne lecture !

■ CHAPITRE 1

Co-naissance des universités de la plaine sud de Grenoble



◀ Avant 1967, la Ferme Prémol au milieu des champs, (source : villageolympiquegrenoble.blogspot.fr)

sur le lien entre l'université et le territoire à Grenoble, en particulier dans le sud de la ville.

Le sud de la Plaine de Grenoble a été très longtemps une limite entre la ville et la campagne. Le seul bâtiment qui dominait la plaine était la Tour Prémol, datant du XIII^e siècle et qui a été remarquablement conservée malgré les inondations fréquentes des terrains. Cette tour a longtemps fait partie du paysage, tout comme les terrains agricoles, propriétés des religieuses de la Chartreuse de Prémol. Aujourd'hui, la Tour est oubliée, entourée d'une forêt d'immeubles. Seuls les enfants du centre de loisirs du Village Olympique ont parfois la chance d'y monter. Ils connaissent ce lieu par le jeu et l'imaginaire. De leur côté, l'Institut de Géographie Alpine, l'Institut d'Urbanisme de Grenoble et l'École d'Architecture de Grenoble regroupés sous le nom de Cité des Territoires sont situés à moins de 500 mètres de la Tour.

Paul Claudel disait « nous ne naissons pas seuls. Naître, pour tout, c'est connaître. Toute naissance est une connaissance ». Il voulait dire que connaître est un acte qui met en jeu le corps et, dans ses mots : « l'être tout entier ». A l'instar des enfants qui jouent dans la Tour — ils la connaissent — nous nous demandons pourquoi les enseignants-chercheurs et les étudiants d'aujourd'hui ignorent souvent la vie sociale des quartiers situés juste de l'autre côté de la rue ? Sans prétendre répondre à cette question, nous allons revenir succinctement

L'histoire est bien connue : avec la création du « campus » dans les années 60 sur les terrains maraîchers à l'est de la ville, puis l'installation du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) sur la Presqu'île, au Nord Ouest de la ville, les institutions universitaires ont joué un rôle important dans le développement urbain de Grenoble. Si le modèle dominant est celui du « campus », il existe une seconde forme d'implantation des universités dans la ville de Grenoble : l'intégration de l'université à la ville. C'est le cas des universités présentes dans le sud de la ville dès 1978 et les années 2000. La première institution universitaire à s'installer dans le sud de l'agglomération est l'École d'Architecture de Grenoble construite par l'architecte Roland Simounet (1927-1996). Les raisons de cette installation sont profondément liées au projet politique et à la politique urbaine de Villeneuve. Ce grand projet d'urbanisme avait pour ambition de structurer la forte croissance urbaine par la création de nouveaux quartiers et d'un centre secondaire pour accueillir les grands équipements ne pouvant trouver leur place dans le centre ville. Les concepteurs visaient « l'intégration des équipements à la ville » pour rompre avec la monotonie des grands ensembles et lutter contre la ségrégation fonctionnelle. Les équipements s'inscrivaient physiquement dans la continuité des logements, grâce à une pluralité de cheminements (galeries, mezzanines, passerelles, etc.). De fait, l'École d'Architecture a été pensée pour être traversée par

Image satellite de Villeneuve.
La Cité des Territoires est identifiée par un cercle.



une rue piétonne : la galerie des Baladins. Dans les années 80, des habitants pouvaient participer à la vie de l'École ; les enseignants-chercheurs et les étudiants à la vie des quartiers de l'Arlequin et des Baladins. Cependant, au fil du temps, les difficultés non surmontées ont conduit l'École à se replier sur elle-même et à s'isoler de son environnement immédiat. Avec l'aménagement de son entrée sur la rue de Constantine, l'École d'Architecture tourne physiquement le dos aux immeubles d'habitat social. Néanmoins, elle est un élément structurant de Villeneuve.

Cette université va être complétée par d'autres établissements au fil des années. En 1990, l'Etat met en place un plan de modernisation des universités françaises intitulé « Université 2000 ». A Grenoble, un concours international d'idées permet de choisir un architecte conseil (Peter Ahrends), chargé de réfléchir au développement de l'université sur l'ensemble de l'agglomération. Ont suivi par la suite une étude nationale sur ce thème et un colloque intitulé « L'université et la ville ». Ces initiatives vont aboutir à la construction de l'Institut de Communication et des Médias (ICM) à Echirolles en 1996 et de deux bâtiments universitaires, l'Institut de Géographie Alpine (IGA) et l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (IUG) à proximité de Villeneuve. Ces établissements ont joué un rôle important dans le développement urbain des quartiers sud. Par exemple, l'IGA et l'IUG sont construits le long du boulevard Marie Reynoard, qui marque une frontière entre les immeubles du quartier Vigny Musset et Villeneuve. Or, du point de vue architectural, ces établissements se cachent derrière une grande façade en verre et des grilles. Tout semble indiquer qu'ils ne sont pas destinés aux habitants de Villeneuve.

D'ailleurs, mis à part quelques exceptions (sorties d'étudiants sur le terrain de Villeneuve pendant un après-midi) et projets (initiation des étudiants aux techniques de recherche), les deux mondes s'ignorent.

Les initiatives, même minuscules sont autant de pistes pour combler ce fossé, surtout qu'il existe des liens anciens entre les études urbaines et le projet d'urbanisme de Villeneuve. Une génération d'auteurs critiques ont été marqué par cette expérimentation sociale et urbaine d'une rare ampleur : J. Verlhac, MJ Chombart de Lawe, R. Millot, H. Torgue, A. Pessin, JF. Augoyard, J. Maglione, JP. Garnier et bien d'autres. Le regroupement des universités qui étudient l'architecture, l'urbanisme et les sciences du territoire est une belle occasion pour appréhender cette histoire et écrire de nouvelles pages ! Certes la réalité comme le langage ont changé. Nous ne parlons plus du sud de la plaine mais des « quartiers sud ». De nouvelles limites se sont instaurées, les frontières se sont transformées. Il est évident qu'il ne suffit pas d'une « intégration physique » pour créer de la proximité sociale entre des mondes qui s'ignorent mais la moitié du chemin est fait. Pour ceux qui veulent contribuer, des relations sont à créer au quotidien afin de poursuivre une histoire commune, et permettre une co-naissance de nos tours respectives.

■ CHAPITRE 2

Les universités et leur responsabilité sociale

La démarche de notre groupe de travail peut être interprétée comme le signe local d'une dynamique beaucoup plus vaste. En effet, depuis le début du 21^e siècle, les universités françaises s'inscrivent dans un tournant : une plus forte proximité territoriale et sociétale est affichée, revendiquée et pratiquée. Le rapprochement des universités aux citoyens et leurs besoins — réel ou souhaité — est, d'ailleurs, mondial. Ainsi, la Conférence Mondiale sur l'Enseignement Supérieur attribue aux universités « un nouveau rôle dans la société, comme composante vitale du développement culturel, social, économique et politique, et comme pilier du renforcement des capacités endogènes, de la promotion des droits de l'homme, du développement durable, de la démocratie et de la paix dans la justice » (Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur Unesco, 1998). Les universités sont donc invitées à revisiter leur rôle et à devenir socialement responsable. C'est ainsi que de plus en plus d'universités ont commencé à s'inscrire dans une nouvelle mission, celle de la « Responsabilité sociétale des Universités » – RSU. Pour sa promotion, un observatoire, l'Observatoire de la Responsabilité Sociale des Universités (ORSU), a été créé en 2012 en France, à l'instigation de l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (AFEV) et de l'UNICEF. Les activités incluant la société dans les processus de recherche et de transfert des savoirs, comme les universités populaires, la *open-university* ou encore les méthodes de recherche participative, ont le vent en poupe. Dans l'agglomération grenobloise



aussi, ce nouveau vent se fait sentir : l'Université Grenoble-Alpes en cours de constitution a inclus la RSU dans sa charte, la Région Rhône-Alpes finance des projets visant à créer plus de synergies entre acteurs scientifiques, professionnels, citoyens et institutionnels du développement territorial (programme UniTER, programme « Université solidaire et citoyen »). *Contre-vent* et bien d'autres associations essayent de mettre la recherche au profit des habitants. De plus en plus de chercheurs se tournent vers des méthodes innovantes comme la recherche-action-participative. D'où provient cette prise de conscience, ce besoin ressenti et exprimé d'être plus au service de la société et de ses besoins ? Et de quoi s'agit-il exactement ?

L'université au service de qui ? Une brève histoire de l'université

Que l'université affiche vouloir être responsable envers la société laisse supposer qu'elle ne le fut pas dans le passé, au moins récemment. Un petit voyage dans l'histoire de l'université, à la recherche de la réponse à la question de quel savoir l'université produit et pour qui, est éclairant ici.

Le terme « université » réfère au mot latin *universitas*, et plus spécifiquement au concept de *universitas magistrorum et scholarium*, qui peut être traduit par « communauté (ou corporation) d'enseignants et d'élèves ». Les premières universités en Europe apparaissent à partir du 11^e siècle. Y sont enseignés principalement les arts, la médecine, le droit et la théologie. La pédagogie consistait alors en la *lectio*

(lecture) et la *disputatio* (dispute), sorte de débat contradictoire. Avec le siècle des lumières s'installent durablement les sciences naturelles et technologiques. Les universités s'inscrivent alors pleinement dans le système de valeurs de la modernité : la rationalité, la connaissance, le progrès, la liberté individuelle, les droits universels, la démocratie. A partir du 19^e siècle, les sciences enseignées seront plus ou moins mises au service de la croyance en l'économie, le progrès et l'innovation — supposés apporter le bien-être individuel et sociétal. Elles répondent alors essentiellement aux besoins des principaux acteurs sociétaux : les États et les entreprises. Les résultats de recherche en sciences naturelles sont, en bonne partie, mises à disposition de l'industrie, des firmes du milieu pharmaceutique, des télécommunications, des nouvelles technologies, etc... Les sciences sociales sont au service de la communication, des études de marché, du marketing, de l'aménagement, etc... Tout en n'oubliant pas que les universités ont toujours été, aussi, lieux d'émanation de la pensée critique, il n'est pas faux de prétendre que jusqu'à nos jours, le savoir universitaire est principalement au service du régime conventionnel dominant ayant émané de la modernité.

Depuis le début du 21^e siècle, les universités sont plus que jamais identifiées comme des vecteurs de la croissance économique par les organismes supranationaux et les gouvernements. En Europe, le ralentissement de la croissance et l'effort de développer une économie de connaissance (*knowledge economy*) ont augmenté la valeur accordée à l'éducation. Celle-ci serait devenue un facteur productif dans une économie mondialisée⁽¹⁾. En effet, les États misent plus que jamais sur l'innovation qui suppose le rapprochement des universités, notamment de la recherche, aux acteurs économiques.

Or, si la croissance économique fut garante de l'augmentation du bien-être dans la société d'après-guerre, nous assistons, depuis les années 1980, à sa déconnexion de la société. Pour la première fois dans l'histoire de la modernité et de l'industrialisation, inégalités et pauvreté augmentent considérablement en Europe. Parallèlement aux bouleversements de notre système sociétal, sous les effets du capitalisme libéral mondialisé, s'est installé le sentiment que les dynamiques économiques ne sont plus au service de notre société et de son bien-être. En d'autres termes : une partie grandissante de la population ressent le système conventionnel comme ne plus fonctionnant POUR la société, mais étant plutôt au service de lui-même, délaissant de vastes pans de la société, excluant des individus, des quartiers, des régions, des pays entiers. Pire, il est ressenti comme créant activement de la marginalisation et de la misère.

Dans ce contexte de crise sociale, amplifiée par de nombreuses autres mutations en cours (changement climatique, transition énergétique, crises financières, crise des institutions, crise des grands récits), la manifestation d'intérêt récente pour le rôle que doit jouer l'université dans la société se laisse interpréter comme un manque à combler. Si la production du savoir sert principalement aux acteurs économiques et étatiques, et ne répond plus aux besoins de la population, un appel général à plus de responsabilité sociétale des universités paraît évident.

Émergence du concept de la Responsabilité Sociétale des Universités (RSU)

« La science est devenue aveugle dans son incapacité à contrôler, prévoir et même concevoir son rôle social » (Edgar Morin)

« Les universités doivent reprendre leur sens d'origine de communauté de savants, éduquant et créant du savoir au service de la société » (Ruben Cabral⁽²⁾)

Après l'avènement de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) depuis les années 1990, c'est donc le tour à la Responsabilité Sociétale des Universités (RSU). Qu'est ce qui se cache derrière cette expression ? Que recouvre réellement cette notion ? Tout comme la RSE, la RSU est un concept aussi vague qu'ambigu. Selon un rapport de l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Universités (ORSU), la RSU peut être définie comme « l'intégration par les universités de toutes les préoccupations culturelles, sociales, économiques et environnementales dans leurs activités et leurs relations avec le monde du travail, des collectivités territoriales et les autres composantes de la société »⁽³⁾. Un aperçu sur les déclarations et décrets de diverses universités du monde montre que la RSU est interprétée dans un sens très large. Communément, elle intègre aussi bien l'idée d'une responsabilité organisationnelle interne (envers ses étudiants et employés), qu'éducative (faciliter l'accès des jeunes aux universités et à la connaissance, former des citoyens responsables), scientifique (faire avancer la recherche pour le développement durable et la paix) que sociale (entrer en dialogue interactif avec la société).

Ces définitions laissent aux universités le choix de remplir la RSU de sens et d'actions concrètes. En effet, la RSU est encore « très intuitive » en France, selon Yannik Lung, Président de l'Université Montesquieu Bordeaux IV⁽⁴⁾. Autant qu'elle permet potentiellement de revisiter et de redéfinir sérieusement le rôle des institutions universitaires par rapport à la société, elle risque d'être, une fois de plus, instrumentalisée pour l'économie. Ainsi, Louise Granget (2005) nous met en garde devant une conception de la RSU qui sert l'approche libérale et entrepreneuriale à l'heure d'une économie de la connaissance mondialisée, de la concurrence entre les universités et des concepts des pôles d'excellence. En effet, le contexte politico-économique contemporain pousse à une marchandisation de l'éducation et du savoir — au profit

de la jeunesse la plus aisée et des secteurs économiques les plus rentables. La RSU court ainsi le risque de se voir réduite à un argument de marketing. Aussi, dans sa conception très vague et large, son volet social — qu'est l'entretien du lien avec les citoyens et la mise à leur service — risque d'être négligé.

Une autre interprétation courante en France est celle de la responsabilité envers les territoires. Ainsi, sur son site-web, l'ORSU comprend la RSU comme suit : « Les universités doivent être solidaires des territoires et réciproquement : leur engagement commun est indispensable pour développer l'accès à l'éducation, former des citoyens solidaires, mais aussi pour contribuer au développement de villes durables »⁽⁵⁾. Cette interprétation invite donc les institutions universitaires à se mettre au service de leur territoire : de ses collectivités territoriales, de son économie et de ses habitants. Dans bien des cas, les universités affichent et trouvent des financements pour des projets rapprochant universités et entreprises locales et/ou universités et collectivités territoriales. Par contre, des engagements de recherche-action au plus près des besoins des citoyens font beaucoup moins l'objet de déclarations officielles et peinent souvent à trouver des financements. De plus, nous avons pu constater que sur le territoire grenoblois, l'engagement envers les citoyens est souvent compris par les universitaires comme passant par les collectivités territoriales. Certes, de nombreux exemples de projets collaborant directement avec les citoyens existent, mais généralement, l'entrée en dialogue avec la société est un volet de la RSU qui risque d'être négligé.

Mettre le savoir au service de la transformation sociale

Les revendications du monde associatif militant envers les universités laissent beaucoup moins de marges d'interprétation que le concept de la RSU. Celui-ci affirme que les universités, en tant que

lieux de production de la connaissance, devraient répondre directement à des problématiques définies par les citoyens et participer activement à la transformation sociale. Ce principe est à l'origine de la naissance d'initiatives mettant le citoyen au cœur de la recherche, par exemple l'*Université Internationale Terre Citoyenne*, la *Chaire Terre Citoyenne* à l'Université polytechnique de Valencia et à Grenoble, *Contrevent* et *Modus Operandi*. Leur conception du rôle des universités est beaucoup plus radicale. Elle diffère de la RSU dans deux points : premièrement, la mise au service du savoir aux citoyens et leurs besoins devraient être au cœur de la responsabilité sociétale des universités. Deuxièmement, les universités devraient comprendre que la crise de notre système sociétal n'est pas conjoncturelle, mais profonde et structurelle et devraient ainsi co-cœuvrer à sa transformation nécessaire. Concrètement, ce deuxième postulat implique de ne plus essayer de trouver les solutions aux problèmes (chômage, pauvreté, dégradation de l'environnement, raréfaction des ressources etc.) dans le système existant. Favoriser l'État providentiel, œuvrer pour un aménagement des territoires par le haut, soutenir les firmes transnationales : il ne s'agirait désormais plus de soutenir ces acteurs et les actions d'un système révolu. Le sentiment que nos sociétés, non seulement françaises, ont besoin de transformation sociale se répand dans le monde politique, universitaire et citoyen. Il se manifeste, entre autres, dans la multiplication de mouvements sociaux en Europe, dans l'Occident et même dans des pays du Sud. Cette soif pour une transformation sociale peut être interprétée comme le signe d'un mouvement très profond : celui de la sortie de la modernité. Nées au siècle des lumières, ses valeurs (le progrès, la liberté, la connaissance, la rationalité) ont fait émerger le capitalisme, les États-nations, notre croyance dans la démocratie. Ce système conventionnel dominant est de nos jours mis en question, une réintégration de l'économie dans la société, un

autre rapport à la nature, de la cohésion sociale... tout ce qui est mis à mal par la modernité dans sa forme actuelle, est recherché. Dans cette quête, qui peut être interprétée comme la naissance d'un bouleversement historique profond (tel que le passage de la pré-modernité à la modernité), la connaissance, la compréhension, le savoir sont des éléments essentiels pour le « pouvoir d'agir ». Cela expliquerait donc le besoin des citoyens de se rapprocher des lieux de production du savoir.

Aussi à l'université, au sein de la pensée critique, nous observons les précurseurs d'un changement de paradigme. De nombreux enseignants-chercheurs ressentent le besoin de produire du savoir directement au service de la société civile. Au delà de la seule détection des problèmes sociétaux et de la simple critique, émergent alors, en interaction avec les citoyens, de nouvelles formes de production et de transmission de savoir, d'un savoir qui permet d'agir. C'est dans ce changement de paradigme que s'inscrit notre démarche de création des liens entre les institutions universitaires du sud de Grenoble et Villeneuve.

(1) Mankiw, Romer et Weil (1992) in Granget, L., 2005, « La responsabilité sociale des universités à l'heure du savoir comme marchandise », Communication et organisation [En ligne], 26 | 2005, mis en ligne le 19 juin 2012, consulté le 07 janvier 2015. URL : <http://communicationorganisation.revues.org/3281>

(2) Asia-Europe Foundation – ASEF, « Knowledge Societies : Universities an their social responsibilities », 2nd Asia-Europe Education Workshop, 5-7 juin 2011, Innsbruck, Autriche.

(3) <http://orsu.afev.eu>

(4) Schmidt, N., Renaudin, E./ Perrin, F./Sedoud, L. (2013), Universités et Territoires, un état des lieux des pratiques en termes des Responsabilité Sociétale des Universités. Rapport de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des Universités (ORSU), mars 2013.

(5) <http://orsu.afev.eu>

■ CHAPITRE 3

Interpellations citoyennes des universités à Villeneuve



A lors que les institutions universitaires ont tendance à exprimer leur volonté de devenir socialement plus responsable, que se passe-t-il lorsque des citoyens et des habitants interpellent à leur tour l'université ? Les Ateliers Populaires d'Urbanisme (APU), organisés depuis décembre 2012, fournissent un exemple d'organisation sociale qui se saisit de la question du rôle de l'université sur son territoire. Comment cette initiative citoyenne s'est-elle emparée de cette question ? Quelles sont les raisons qui incitent des citoyens à faire appel à l'université ? Dans quelles conditions et surtout quelles ont été les demandes ? Voici les principales interrogations auxquelles nous allons tenter d'apporter des éléments de réponses.

Ce texte est tiré d'une expérience pratique et quotidienne menée à Villeneuve entre décembre 2012 et juin 2013. C'est le fruit de tâtonnements. Nous

tenterons d'éviter les travers d'une reconstruction a posteriori qui simplifieraient une dynamique complexe. En effet, dans le cadre de l'expérience les interactions entre les citoyens et l'université ont été discontinues. La question de l'université a été abordée par des personnes différentes, dans des espaces et des temporalités distinctes. La « demande » n'a jamais été énoncée clairement. Au delà du récit linéaire, nous devons envisager un questionnement dynamique, composé d'allers et retours, associé à des enjeux multiples qui se situent à des échelles différentes. De fait, ce récit mériterait d'être complété par d'autres facteurs comme le contexte sociopolitique à Grenoble ou la nature des interactions au sein des groupes de citoyens. Dans le cadre présent, notre étude sera circonscrite à une esquisse des différentes interpellations de l'université par les collectifs citoyens en étant particulièrement attentif aux déplacements que cette question a subi au fil du temps.



◀ *Sculpture urbaine à Villeneuve, de K. Schultze, représentant des géants assis, couchés et désarticulés.*

rience du *community organizing* à Grenoble(1). Ce dernier groupe réfléchit à des méthodes alternatives dans le domaine de la planification urbaine, inspiré de l'*advocacy planning*.

Le projet urbain officiel, porté par l'architecte Yves Lion, avait provoqué une série continue de conflits entre professionnels, habitants et les structures institutionnelles. Face à la surdité des autorités, la construc-

tion d'un contre-projet était considérée comme la seule issue possible. Les habitants se sont saisis d'un slogan de Nelson Mandela paraphrasé par Cécile Dufлот lors de son discours d'investiture en tant que ministre du logement et de l'égalité des territoires : « Ce qui se fait sans les habitants, pour les habitants, se fait le plus souvent contre eux » pour lancer l'*Atelier Populaire d'Urbanisme*.

Les membres de l'APU ont très vite repéré la présence d'une École d'Architecture et d'un Institut d'Urbanisme à Villeneuve comme une opportunité. La présence des universités à Villeneuve est le fruit d'une histoire singulière. L'École d'Architecture avait été initialement intégrée au quartier des Baladins pour créer des liens entre les habitants et les (futurs) architectes. Quelques expériences avaient existé comme l'éphémère atelier d'architecture et de développement créé au début des années 1990 à l'initiative de Jean Maglione(2). Si l'intégration physique de l'École d'Architecture n'a pas forcément abouti à la création de nouvelles relations sociales, son repli à travers la fermeture

Après une rapide présentation des ateliers populaires d'urbanisme, nous montrerons que les citoyens ont d'abord interpellé des universitaires pour qu'ils prennent position sur un projet urbain situé à proximité. Puis, l'université a été perçue comme un enjeu dans le prolongement d'une réflexion sur l'éducation à Villeneuve. Enfin, des rencontres informelles entre des citoyens et des universitaires sont alors venues interroger la place de l'université dans le projet urbain de Villeneuve.

La difficile interpellation des universités

L'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) de Villeneuve a été créé par des habitants et associations dans l'objectif de construire une alternative au projet de rénovation urbaine imposé par la municipalité et l'État dès 2008. Initié par un collectif contre la démolition d'un immeuble de logements sociaux, le 50 galerie de l'Arlequin, la mobilisation a été menée avec le collectif inter-associatif *Villeneuve Debout*, né à la suite des révoltes urbaines de l'été 2010, et l'association *Planning*, dont le champ d'action s'inscrit dans le prolongement de l'expé-

de sa galerie au début des années 2000 a été reçu par des habitants comme un mauvais signal, réduisant encore un peu plus les chances de collaboration entre les habitants et les utilisateurs de l'école. Pour l'*Institut d'Urbanisme* et l'*Institut de Géographie Alpine*, leurs intégrations au cœur des trois quartiers : Vigny Musset, Village Olympique et Arlequin laissaient présager des collaborations futures. Au démarrage du projet de rénovation urbaine, la Ville de Grenoble avait d'ailleurs missionné des étudiants de master qui ont réalisé un travail sur « l'ouverture » de Villeneuve, mais les interactions avec les habitants étaient largement contraintes par les termes de la commande(3).

Pour l'APU, l'interpellation de l'université visait initialement à susciter des prises de position sur la rénovation urbaine et susciter la participation des universitaires aux ateliers. Face à un projet urbain technocratique et descendant, l'université était perçue comme un lieu qui pouvait potentiellement reconnaître la légitimité des savoirs des habitants et des associations, tout en réinterrogeant certains savoirs professionnels. Il était possible d'attendre que l'université devienne un lieu de débat après les prises de positions contre la démolition formulé par les architectes Lacaton et Vassal : « Il s'agit de ne jamais démolir, ne jamais retrancher ou remplacer, toujours ajouter, transformer et utiliser(4) ». En effet, la maîtrise d'œuvre avait refusé la démolition en disant « elle ne produira pas de changement qualitatif, ne produira pas les effets d'entrée sur le parc (...), qu'elle sera coûteuse et qu'elle ra-

lentira le début de la transformation, entraînant un chantier à fortes nuisances et une confusion pour les habitants(5) ».

Les citoyens mobilisés avaient besoin d'expertise pour contester le projet de démolition du 50 galerie de l'Arlequin. Le manque de moyens financiers les obligeait à se tourner vers les lieux publics de production de savoir. Les citoyens écrivirent une lettre « archis innovants », rédigée en mai 2012, pour mobiliser des architectes et chercheurs afin qu'ils soutiennent leur démarche. Au regard du sujet, il paraissait probable que des universitaires de l'Institut d'Urbanisme et de l'École d'Architecture apporteraient leurs contributions au vif débat qui opposait des habitants à Yves Lion et la municipalité socialiste. En définitive, peu d'acteurs de l'université se sont déplacés en vue de la création de l'Atelier Populaire d'Urbanisme mise à part quelques étudiants et des architectes habitant le quartier. La question de l'université fut mise en sommeil car les habitants avaient d'autres priorités. Ils devaient agir pour faire face à la transformation de leur cadre de vie.



► *Sculpture urbaine à Villeneuve, de K. Schultze, représentant des géants assis, couchés et désarticulés.*

En s'appuyant sur leurs seules ressources, les habitants ont remis à plat le projet urbain pour ouvrir d'autres perspectives. Sont ressorties les questions liées au logement, à l'école, à l'emploi, à l'environnement, à la jeunesse, à l'exigence d'égalité et de démocratie, etc. Il paraissait indispensable que les questions de la vie quotidienne soient des points de départ du contre-projet. Il fallait inverser la tendance en formulant un « projet urbain stratégique et démocratique » qui part « d'en bas » au lieu de suivre un dispositif « du haut ». Après deux années d'immersion et six mois de rencontres, d'ateliers et de travail de terrain mené par l'association *Planning*, un projet alternatif a été formulé et constitué en cinq volets : habitat, éducation, environnement, gou-

Le rôle de l'association « Planning »

L'association Planning est née en 2012 dans le sillage de la première expérimentation du *community organizing* en France. Elle a pour objectif d'expérimenter les méthodes de *advocacy planning* et s'est mobilisée pour construire une alternative au projet Lion à Villeneuve.

Notre association s'est intéressée au rôle de l'université comme lieu de production de connaissance sur l'urbain en soulignant l'importance des savoirs dans les processus de transformation sociale.

A Villeneuve, les membres de l'association ont joué un rôle de défense des intérêts des habitants (*advocacy*), de traduction de leurs propositions, tout en ayant conscience de l'ambiguïté de ce positionnement, qui est inhérent à tout processus de co-construction mêlant des acteurs aux intérêts différents.

Une publication dans le cadre du programme « Hors Champs » du PUCA est en cours d'écriture.

Contact : asso.planning@gresille.org

vernance et économie. C'est au sein de l'une de ces thématiques que la question de l'université a de nouveau émergé.

De la maternelle à l'université

Régulièrement, les membres des ateliers populaires d'urbanisme se sont retrouvés pour débattre du projet de rénovation urbaine. Le nombre de participants variait selon les enjeux des rencontres : d'une dizaine d'habitants jusqu'à cent cinquante personnes pour les grandes assemblées. Inspirés des méthodes d'espaces ouverts, l'ordre du jour s'effectuait en fonction des intérêts respectifs des participants et de l'actualité de la rénovation urbaine. Par conséquent, les thématiques ont toujours été très larges : si autour d'une première

table, un groupe débattait âprement du projet de vente de 160 logements sociaux qui venait d'être mis à jour, d'un autre côté de la salle, des habitants pouvaient réfléchir à la question de l'éducation dans le projet de rénovation urbaine. C'est dans ce type de rencontre que la question de la place de l'université à Villeneuve a émergé une nouvelle fois dans ce contexte précis. La formule retenue était de créer un projet urbain incluant les questions éducatives « de la maternelle à l'université ».

Aborder l'éducation dans un projet d'urbanisme n'allait pas de soi. Des professionnels et même certains habitants se sont souvent interrogés sur la pertinence de parler des écoles primaires ou de l'université dans le plan d'urbanisme. De leur point de vue restreint, l'urbanisme se limitait à la rénovation des immeubles, le

plan de circulation et la gestion du stationnement. Au contraire, pour l'APU, l'urbanisme est une forme de connaissance issue d'une pratique des espaces urbains qui vise à prendre en compte le spectre le plus large possible des expériences sociales pour améliorer la qualité de vie des habitants. Cette conception qui s'inscrit dans la continuité de « l'expérience Villeneuve » vise à dépasser les coupures institutionnelles qui divisent le champ social.

Les membres des APU portaient la conviction que l'éducation devait être une thématique centrale dans le projet urbain de Villeneuve. Mais l'université est apparue comme assez éloignée des préoccupations et du champ d'expérience des habitants. « Occupons nous déjà des écoles, après on verra » semblaient exprimer des habitants. Encore aujourd'hui cette question reste largement ouverte. De fait, si la place de l'université avait émergé, elle ne faisait pas parti des priorités des habitants.

L'université dans le projet urbain

Après ces deux tentatives infructueuses, l'association *Planning* relancera la question de la place des universités à Villeneuve, grâce à de nouvelles relations établies avec des universitaires. Initialement discutées de manière informelle, nos actions et nos méthodes issues du *community organizing* et de *advocacy planning* suscitaient l'intérêt de chercheurs et d'autres associations qui travaillaient sur les savoirs citoyens. Un groupe de travail s'est alors constitué au sein de l'université (les initiatives issues de ce groupe de travail sont abordées dans la deuxième partie de ce livret).

Grâce à l'action de ce collectif, les habitants ont peu à peu pris conscience de l'importance de l'université dans le développement urbain des quartiers sud. En effet, les bâtiments de l'université jouaient un rôle dans la « reconquête urbaine ». Le projet d'Yves Lion unissait l'opération de démolition du 50 galerie de l'Arlequin à la construction d'un parking, à la

nouvelle clinique du Mail et aux bâtiments universitaires de l'avenue Marie Reynoard. Toutes ces réflexions ont été discutées dans les rencontres des APU et à diverses occasions lors de discussions quotidiennes. Le fait d'établir un lien entre l'université et le projet de rénovation urbaine permettait une nouvelle compréhension des transformations urbaines qui interrogeaient à leur tour l'université. Dès lors, l'université a été abordée par les habitants comme un enjeu dans le projet urbain. C'est dans ce sens qu'un habitant a interpellé les participants au séminaire du 13 Juin en déclarant « Je vois tout à fait pourquoi l'université a besoin de Villeneuve, mais qu'est ce que l'université peut nous apporter à nous les habitants ? ».

Conclusion

Dans ces quelques lignes, nous avons cherché à retracer les liens entre les habitants mobilisés au sein de l'APU et les universités. Initialement, des citoyens ont interpellé les institutions universitaires pour les aider à construire l'*Atelier Populaire d'Urbanisme* et prendre position sur le projet urbain de Villeneuve, sans succès. L'université a ensuite émergé dans une réflexion sur l'éducation à Villeneuve, « de la maternelle à l'université », sans que cette question ne soit approfondie. Enfin, une nouvelle réflexion sur le rôle de l'université dans le territoire a abouti à l'émergence d'un groupe de travail réunissant des chercheurs et des associations qui a permis un début de collaboration. Cette esquisse à grands traits de l'expérience de Villeneuve montre toute l'étendue de la problématique de l'université dans son territoire. L'université a été abordée dans ses différentes dimensions, en tant que lieu de production de savoirs (recherche), en tant qu'institution éducative (formation) mais également en tant qu'espace physique intégré à la ville (bâtiment

et services). A travers ces exemples, on sent bien combien l'interpellation des universités a été difficile, tâtonnante et laborieuse. Certainement, les habitants ne savaient pas forcément à quelles portes frapper et quels étaient les réseaux à mobiliser... Sûrement, ils n'avaient pas bien formulé la demande. Mais on peut également penser que certains pouvoirs n'avaient pas forcément intérêt à ce type de collaboration, peut être pour des raisons politiques. Parfois, la de-

mande existe mais elle n'est pas entendue. Ou alors l'université est trop éloignée des préoccupations quotidiennes. La proximité physique ne génère pas automatiquement des relations. Pour qu'une action commune émerge, il est nécessaire d'avoir des intermédiaires, comme l'association *Planning*, et des intérêts communs. Et pour renforcer la sensibilité envers l'université vis à vis de son territoire, les citoyens ne doivent pas rester muets.

(1) ECHO, Expérimentation des méthodes du community organizing, 2010-2012, Grenoble

(2) Maglione J., Jacques Dreyfus, Cris et écrits de Jean Maglione : quartiers et cultures populaires face à la modernité et aux aménageurs, Grenoble, PUG, 1994

(3) Duarte P., Sauvage Y., Seigneuret N. (dir), Atelier Projet Urbain vers l'ouverture de la Villeneuve, travaux réalisés par les étudiants urbanisme et aménagement promotion 2002-2003

(4) Lacaton et Vassal, Philippe Druot, Plus, les grands ensembles de logements, Gustavo Gili.

(5) Équipe Interland, Lacaton et Vassal, Bazar Urbain (...), Arlequin scénario global d'évolution, document de synthèse, novembre 2010

■ CHAPITRE 4

Université et quartier populaire : les frontières dans les têtes

La localisation d'institutions universitaires dans le secteur sud de Grenoble est le fruit d'une stratégie d'aménagement visant à dynamiser la périphérie grenobloise tout en favorisant la mixité fonctionnelle et sociale. Mais comment ce qui paraît sensé sur le plan local d'urbanisme est-il vécu par les citoyens au quotidien ? La proximité géographique entre les bâtiments universitaires et le quartier populaire a-t-elle pu favoriser un rapprochement entre les usagers de ces deux types d'espaces si distincts ? Comment les habitants de Villeneuve perçoivent-ils les institutions universitaires et comment le personnel de ces institutions voit-il Villeneuve ? Quels liens possibles s'imaginent-ils ? Telles étaient les questions avec lesquelles nous sommes allés à la rencontre des citoyens, un midi du 15 mai et du 20 mai 2014. Ces deux temps forts s'inscrivaient dans l'initiative du Banc Mobile (voir chap. 5) et dans la préparation du séminaire de rencontre du 23 juin 2014 (chap. 6). En petits groupes, nous nous sommes promenés dans les couloirs et la cour intérieure de la « Cité des Territoires » qui regroupe l'Institut de Géographie et celui d'Urbanisme, nous avons longé l'avenue Marie-Reynoard, et nous nous sommes baladés dans l'espace public à Villeneuve. Notre banc ayant été volé depuis peu, nous avons invité les personnes interpellées à s'asseoir avec nous sur des bancs de l'espace public, là où ils étaient disponibles. C'est ainsi que nous avons pu collecter les réflexions d'une trentaine de personnes, révélant leurs pratiques et leurs représentations de l'espace « d'à côté », et ainsi que leurs opinions sur ce que nous pourrions « faire ensemble ».

Deux mondes à part

Vue depuis le quartier de Villeneuve, l'avenue Marie Reynoard, longeant les bâtiments de l'Institut de Géographie Alpine (IGA) et de l'Institut d'Urbanisme (IUG), peut facilement être comprise comme une frontière physique, séparant les habitants des institutions universitaires.



L'avenue Marie-Reynoard séparant Villeneuve et la Cité des Territoires (bâtiment à gauche)

Elle constitue un large couloir, parallèle à la barre des Arlequins formant la partie sud-ouest de Villeneuve. Bordée, de chaque côté, d'une ligne de parkings, d'une piste cyclable, et d'un trottoir elle fait plutôt figure de ligne de séparation que de lien. Rares sont les passages piétons qui font trait d'union. Seul le pont pour piétons liant les quartiers Villeneuve et Village Olympique, bien plus au sud, invite à traverser cette frontière visuelle. De surcroît, l'IGA et l'IUG sont séparés de l'espace public par un grillage en fer, haut de deux mètres. Avec l'aspect donc d'une forteresse, plutôt que d'un lieu de production et de diffusion de savoir, ouvert à tous.



Entrée de la Cité des Territoires

À l'inverse, depuis les fenêtres des bureaux et des salles de classe de la Cité des Territoires, le quartier de Villeneuve se présente à son tour comme une forteresse. La barre d'immeuble est imposante. L'ouverture visuelle récemment créée par la démolition de la montée du n°50 a été rapidement cachée par le nouveau parking à plusieurs étages.



Vue sur Villeneuve depuis les bureaux de l'Institut de Géographie Alpine

Usages et représentations des deux côtés

Ainsi, le paysage urbain suscite un sentiment d'inaccessibilité des deux côtés. Qu'en est-il de la réalité au quotidien ? Dans la vie de tous les jours, usagers de la Cité des Territoires et habitants de Villeneuve se croisent à des nœuds précis, sans pour autant

se mélanger : au supermarché *Simply* et au *Maxi Tacos*, situés sur l'avenue Marie Reynoard, aux arrêts de tram *La Bruyère* et *Arlequin*, aux restaurants associatifs *Barathym* et *l'Arbre Fruité* à Villeneuve... Mais y a-t-il des liens ?

Interrogée sur leur fréquentation de Villeneuve, seule une minorité parmi les étudiants, enseignants et personnels administratifs de la Cité des Territoires fréquente Villeneuve plus ou moins régulièrement. Les uns y vont pour voir des amis « *En gros j'y vais une fois par mois... pour voir mes potes, pour les soirées.* », d'autres pour des activités sportives « *J'y vais pour mes cours de yoga* » ou encore pour déjeuner « *On y va déjeuner régulièrement, au Barathym et à l'Arbre Fruité* ». Il y en a qui y habitent « *J'habite à l'Arlequin. J'y suis bien. On s'entre-aide beaucoup entre voisins* », et d'autres qui voudraient bien y aller, mais qui ont des difficultés à trouver leur chemin : « *On m'avait parlé de ce parc [à Villeneuve] comme le plus beau de Grenoble. Le seul point négatif est qu'on ne sait pas vraiment quel chemin prendre, on est un peu perdu donc on y rentre peu* ».

D'autres propos dévoilent une véritable « frontière dans les têtes ». Les personnes interrogées n'évoquent pas seulement un manque d'occasions ou de raisons spécifiques pour aller à Villeneuve. Il semble que le quartier est, pour certains, une zone « à éviter », un espace qui crée un « sentiment » d'insécurité : « *Je ne vais jamais à Villeneuve. Oui, j'ai une image du quartier comme étant dangereux... cette image vient de plusieurs incidents là-bas* ». Il est intéressant de noter que ceux qui s'expriment ainsi semblent parfaitement conscients du fait qu'ils ont une perception quelque peu stéréotypée et influencée par les médias : « *J'en ai une vision très mauvaise, de par les médias, l'actualité. Mais c'est vrai que je vivais dans un quartier un peu comme ça avant et que l'image ne correspondait pas à la réalité des habitants* »... ou encore influencée par le corps ensei-

gnant : « *Même des profs stigmatisent* ». Certains sont fiers de ne pas se laisser influencer : « *Je passe par l'Arlequin en tram le soir. Je n'ai pas peur* », mais Villeneuve est rarement considéré comme un quartier parmi d'autres, et si ce n'est à cause d'un taux plus élevé de population dite « immigrée » que la moyenne nationale : « *L'environnement à Villeneuve m'est étrange. Je vois une différence avec la société française. Dans le quartier il y a beaucoup d'arabes avec leurs produits sur le marché, d'autres habitudes et habits et un autre langage. Ils influencent aussi la société française* ».



De « l'autre côté », il semble que les habitants de Villeneuve sont parfaitement conscients de la

proximité des institutions universitaires. À leur tour, ils expriment une barrière sociale qui les sépare de ces lieux : « *L'université ? Il y a eux et le quartier. Ce sont les grandes têtes !* ». Ils s'interrogent sur les conditions d'accès : « *Comment est-ce que les résidents de Villeneuve peuvent entrer à la Fac ?* ». Ce qui revient régulièrement c'est un manque d'informations sur ce qui se passe à l'université, beaucoup affirment qu'il s'agit, pour eux, d'une terre inconnue : « *On ne sait pas ce qui se passe là-bas* ». Tandis qu'ils n'essayent généralement pas d'entrer dans ces « hauts lieux du savoir », les habitants se sont habitués à la présence d'étudiants qui sillonnent régulièrement leur quartier, dans le cadre d'une sortie de terrain ou d'un cours sur les techniques d'enquête. L'extrait suivant d'une de nos conversations avec un habitant montre à quel point la manière de s'intéresser au quartier — liée aux méthodes d'enquête — peut créer plus de distance que de proximité.

Regard sur les étudiants depuis Villeneuve

Habitant : « *Je vois de temps en temps des étudiants qui se déplacent en petits groupes. Une copine les qualifie, avec son air amusé, de touristes. Ça me donne l'impression que je suis dans une réserve ou dans un zoo, où les étudiants sont les visiteurs et les habitants les singes* ».

CD : « *N'est-ce pas un espace public où tout le monde est libre de venir ?* ».

Habitant : « *Je ne contredis pas la dimension d'espace public où tout le monde est libre de venir. Mais Villeneuve est aussi un espace symbolique, un théâtre où les habitants sont les prisonniers des regards et des préjugés. Cet espace symbolique coexiste, matérialisé sur le territoire par la mise en place de ces dispositifs de surveillance et de contrôle qui en délimitent les frontières physiques, et dans les discours, les préjugés que le toponyme (Villeneuve, Mistral ou autre) véhicule en termes de*

marquage social. Personne ne nie le droit à ces étudiants de venir à Villeneuve. Il n'empêche que la réalité, consciente ou non, de ces frontières dans l'imaginaire collectif les conduit à adopter un comportement qui renforce encore l'enfermement».

Ce que nous pourrions faire ensemble

L'extrait de carnet suivant, écrit par un des membres de notre groupe de travail, est encore une illustration intéressante de la frontière entre les deux mondes. En même temps, il montre que la présence physique des institutions universitaires peut présenter un réel intérêt pour certains habitants de Villeneuve : « Vers 14h je rencontre Aziz et Karim à proximité de la piscine Iris. Ils ont un peu de temps et vont faire un tour à Grand Place. Je parle à Aziz d'une maquette qui se trouve actuellement à l'École d'Architecture. C'est une maquette en terre de la grande mosquée de Djenné. Ils ne sont jamais entrés à l'École d'Architecture. Nous décidons d'y aller ensemble. En traversant la pelouse de la crique Sud-Est, nous discutons des destructions des mausolées au Mali. Nous rentrons par l'entrée principale, avenue de Constantine. Nous passons devant l'atelier où les étudiants fabriquent les maquettes. Aziz est très intéressé, car il possède un savoir faire dans ce domaine, issu des ateliers de Dakar. La fameuse maquette en terre se trouve dans le hall d'entrée. Nous discutons à propos des panneaux sur l'inscription de 150 édifices en terre au patrimoine mondial de l'Unesco. Nous passons par la bibliothèque, qui est ouverte au public, et à la cafétéria, où l'on trouve le « café-le-moins-cher-de-Villeneuve » (48 centimes). Ensemble, nous avons mesuré l'écart qui sépare ce monde et celui de la galerie de l'Arlequin. Puis, nous avons évoqué l'époque où la galerie traversait l'École d'Architecture, ce qui signifiait la volonté de l'ouverture de l'École aux habitants. Lorsque nous avons refermé la grande porte qui donne sur la passerelle, Karim m'a montré le digicode... Nous avons continué à échanger quelques mots, en nous dirigeant vers

Grand Place. Nous sommes passés devant la fresque d'Ernest Pignon Ernest sur la Bourse du Travail. Nous avons échangé sur ce thème. En partant, Aziz m'a dit qu'il aimerait participer à sa restauration».

Entre les lignes, nous lisons ici la révélation d'éléments indispensables à la construction de liens entre universitaires et habitants : ouverture physique et ouverture mentale. D'une part, il faudrait permettre aux citoyens d'investir les lieux physiquement à des moments donnés. De l'autre, des objets spécifiques, susceptibles d'être d'intérêt commun (comme la maquette dans le cas présent) seraient à trouver. Et finalement, il y a besoin de passeurs, comme dans cette petite histoire...

Est-ce que nos interlocuteurs auraient des idées sur « ce que nous pourrions faire ensemble » ? Tout comme les autres, cette question a suscité des réactions diverses, allant du désintérêt : « On a autre chose à faire que de nous restreindre à l'étude des 100 m² qui nous entourent », à l'enthousiasme : « L'IGA doit s'y intéresser, à cause du contexte géographique, de la proximité. Faire des projets pour améliorer la qualité de vie. Notre but c'est d'améliorer la qualité de vie. Mais avant de faire des projets, il faut s'intéresser au quartier ».

En majorité, habitants, enseignants-chercheurs et étudiants étaient favorables à voir les liens entre université et Villeneuve renforcés, voire à participer activement à des initiatives allant dans ce sens. Ce qui ressortait alors clairement de notre enquête fut une hésitation sur les modalités. Les uns voyaient le besoin d'une demande concrète de la part des habitants : « Ce serait bien si des associations de Villeneuve viennent porter une idée ». Les autres exprimaient plutôt le besoin d'un cadre du côté de l'université : « Pour faire des projets ensemble il faut un cadre clair. (...) [Pour travailler à Villeneuve] il y a besoin d'être reconnu et de prudence ». Nous allons revenir sur les perspectives dans le dernier chapitre.

■ CHAPITRE 5

Les bancs - histoires de terrain

Ce chapitre raconte une expérience mise en place par notre groupe de travail, « le banc » comme un outil de débat in situ dans l'espace public. Cette expérience faisait partie intégrante du processus qui nous a mené au séminaire sur le renforcement des liens entre Villeneuve et les institutions universitaires.

Nous allons désormais retracer le processus de travail collectif dont l'un des aboutissements fut le séminaire du 13 Juin 2014. Ce séminaire fut en effet le résultat d'une série de collaborations sur le terrain autour d'un objet, le banc. A posteriori, nous pouvons dire que nous avons utilisé cet objet singulier et banal comme une métaphore de l'importance de l'immersion dans les pratiques de terrain.

Comme nous l'avons décrit dans l'introduction de ce livret, nous avons progressivement constitué un groupe de travail ouvert, réunissant des membres d'associations, des chercheurs et des étudiants. Lors des premières rencontres, nos discussions portaient sur nos méthodologies de terrain, nos pratiques de recherche, la place des étudiants et le rôle social de l'université à Villeneuve. Très vite, nous avons eu envie de mener des actions de terrain dans ce quartier, afin que nos paroles ne restent pas lettre morte.

Les expériences de terrain en trois temps

Pour mettre en pratique nos réflexions, nous nous sommes saisis d'un fait qui s'est déroulé à Villeneuve pour mener notre première action à l'automne 2013.

A - Le banc muré du 10 Galerie de l'Arlequin

Un banc situé au pied de l'immeuble du 110 galerie de l'Arlequin avait été muré par la Ville de Grenoble. Cette condamnation du mur avait entraîné une contestation de la part des jeunes adultes ayant l'habitude de s'y retrouver. Sous le coup de la colère, ils avaient détruit une première fois le mur pour retrouver « leur » banc. C'est alors que nous avons mené une première initiative à cet endroit précis.



C'était le jeudi 17 octobre 2013, un jour de marché à Villeneuve. Nous avons commencé par coller de grandes affiches blanches sur le panneau d'affichage, puis des photos et des dessins qui avaient comme titre « des bancs ». Pendant que nous réalisions ces collages, plusieurs passants s'étaient arrêtés pour discuter avec nous.

/...

A - Le banc muré du 10 Galerie de l'Arlequin (suite)

Nous avons engagé un dialogue avec notamment deux habitants de l'immeuble alors qu'ils rentraient chez eux. La discussion portait sur l'histoire du banc muré, mais les habitants avaient tout de suite élargi la discussion à la nécessité d'une organisation collective et à l'histoire politique du quartier : « *Ce n'est pas tant que les services aient muré le banc qui est gênant. Tout le monde sait qu'il y a des problèmes ici, c'est surtout la manière de faire. Ils auraient pu demander aux gens* ». « *Mais lorsqu'ils font des consultations, c'est bidon* ».

Au plus fort, nous étions une dizaine à discuter.

Par moment, d'autres habitants passaient, saluaient l'une des personnes présentes, puis nous écoutaient parler du banc muré. L'idée vint plus tard de changer la configuration de nos discussions : nous avons alors emprunté quatre chaises au *Barathym*, un café associatif à proximité, que nous avons posées devant le 110 pour permettre aux passants de s'asseoir, suscitant ainsi un autre type de débat, plus posé.

Une discussion avait été engagée avec les services techniques de la Ville, deux hommes dans un véhicule utilitaire de la mairie : « *c'était un endroit de trafic, c'était un bazar (canettes, etc.)* ». Ils expliquaient pourquoi l'action de supprimer le banc était à leurs yeux légitime : les

jeunes avaient des activités « illégales » et « nuisibles ». Une femme qui travaillait chez l'opticien en face nous avait rejoint. Elle insistait sur le fait que l'activité des jeunes qui s'étaient appropriés le mur était illégale : « *Ils planquaient des drogues* ». Elle se demandait « *pourquoi ne se mettent-ils [les jeunes] pas à un endroit plus agréable, au soleil par exemple ?* ».

Lors de cette séance de « terrain », nous avons par ailleurs pu constater combien l'utilisation de l'espace public dans les quartiers populaires était exposée aux contrôles de la police. L'interpellation d'un jeune et de l'un des membres de notre équipe avait alors provoqué de nouvelles discussions et rencontres. Une habitante avait exprimé sa volonté de quitter le quartier à cause de la trop grande pression policière : « *Ce n'est pas les jeunes qui me font peur, mais c'est les flics* ». Une autre personne était restée longtemps pour commenter l'interpellation, puis la discussion s'était poursuivie avec un jeune qui racontait qu'il n'aimait pas ici [Villeneuve], qu'il n'avait pas de travail. Il avait été arrêté plusieurs fois et avait subi des violences policières aux *Baladins* « *quand personne ne voit* ». D'autres personnes étaient également venues prendre des informations sur ce qui s'était passé. Pour le membre de notre équipe, l'immersion s'était poursuivie dans les locaux de la police, car il n'avait pas ses papiers sur lui.

Après cette première expérience mouvementée, notre équipe s'est à nouveau réunie à l'université. Une première occasion pour objectiver notre pratique et partager notre expérience avec les autres membres du groupe. Nous avons

proposé une nouvelle action de terrain, à un autre endroit de Villeneuve. Nous nous sommes retrouvés en janvier 2014 en bas du 50 galerie de l'Arlequin alors que l'immeuble était en passe d'être démolli.

B - Discussion en bas du 50 galerie de l'Arlequin

Cette 2^e action a été menée le vendredi 17 janvier 2014 en bas du 50 galerie de l'Arlequin à proximité du chantier de démolition commencé depuis plusieurs mois. Dans la continuité de l'action précédente, chacun avait ramené des chaises.

Alors que les premières conversations avaient lieu au sein du groupe de recherche, nous sommes peu à peu rentrés en contact avec les personnes qui passaient par là. Certaines parlaient de la démolition du 50, d'autres de leur expérience quotidienne.

En deux heures, une vingtaine de personnes étaient venues, dont plus de la moitié habitaient à Villeneuve. En fond sonore, nous avions les marteaux piqueurs et la valse des camions qui dégageaient les gravats du 50. La fresque réalisée sur les barrières du chantier masquait les graffitis laissés par un mouvement de jeunes qui demandait du travail. Avec la rénovation urbaine, le paysage que nous avions sous les yeux allait changer.

Des discussions avaient commencé avec des personnes qui attendaient l'heure de la prière pour aller à la mosquée à quelques mètres de nous. Voici le récit d'un de nos membres : « *J'avais abordé le groupe de jeunes pour tester s'ils accepteraient de discuter. La réponse était oui, surtout grâce à la figure de leader dans le groupe. Quand je les avais approchés, ils m'ont dit « on*

veut du travail » (...). Deux éléments ont ouvert la conversation. Le fait que le groupe qui se réunissait autour du banc était des enseignants/chercheurs de l'IGA les intéressait. Une personne en particulier voulait savoir ce qu'on pouvait étudier là-bas et à quoi ça servait. Cette information a permis un cadre pour la discussion. Le deuxième élément était que je leur avais parlé du dialogue musulmans-chrétiens dans mon village. Cette ouverture à la question de l'Islam a créé un lien. Pendant longtemps, la discussion avait tourné autour de la religion et ce que ça leur apportait dans leur vie. En entendant l'appel à la prière, ils me taquinaient en disant que je pouvais aller prier avec eux, argumentant sur le fait que dans les prières ils sont tous ensemble, jeunes, vieux, etc. ».



A travers ces deux expériences, nous avons senti l'utilité d'une pratique de terrain collective ayant lieu directement dans l'espace public, sans thématique forcément prédéfinie. Comme il ne s'était rien passé d'exceptionnel à la deuxième rencontre,

nous nous sommes demandés quel était l'intérêt d'organiser des séances d'immersion sans événement ni but précis, contrairement à l'expérience précédente où nous avions un objet de discussion (le banc muré). Le banc, cet objet où l'on s'assoit

pour discuter, attendre sans but précis et laisser le monde se dérouler devant nous. L'ouverture d'un tel espace permettait d'entamer des discussions avec des personnes qui ne venaient pas forcément assister aux réunions organisées. Ces rencontres apportaient de nouvelles thématiques importantes dans la vie quotidienne (ici les violences policières, l'importance de la religion, etc.) et qui

ne sont pas forcément celles de l'équipe de recherche. Pour poursuivre ces pratiques appelées par la suite «les actions bancs», nous avons décidé d'en construire un. Alors que nous évoquions les liens entre l'Université et Villeneuve, quelqu'un s'est saisi de l'idée du banc comme «objet transitionnel» que nous pouvions faire circuler entre Villeneuve et l'Université.

C. Le Banc-dit

La place du marché commençait à s'animer. Les stands étaient prêts, le monde commençait à arriver malgré le temps maussade. Des personnes se rejoignaient sur la place du marché avec quelques palettes. On cherchait un endroit et on avait décidé de se poser devant le *Pèle Mèle*, café solidaire sur la place, à proximité de la terrasse de la *Petite Fringale*.

Notre objectif était de construire un banc qui nous servirait dans nos prochaines actions. Un premier groupe réfléchissait à la façon de construire ce banc, pendant que d'autres allaient chercher du matériel. On avait commencé à bricoler : les pieds du banc par ici, le désossement de la palette par là. Ce premier travail avait suscité quelques réactions amusées des passants, des blagues fusaient, des personnes s'arrêtaient pour regarder ce que nous étions en train de faire, certains nous rejoignaient pour donner leur point de vue.

Au fur et à mesure, le banc prenait forme : on le consolidait, chacun donnait son avis, on vissait, on clouait, on sciait. Le banc devenait un sujet de discussion.

Certains se souvenaient du banc muré quelques mois plus tôt. Il était 17h, les marchands pliaient leurs stands. Les camions de nettoyage commençaient leurs circuits. Nous étions rentrés en contact avec une trentaine de personnes, discutant de notre action et d'autres moments de la vie quotidienne. Quelqu'un avait proposé qu'on l'appelle le «banc dit» et avait écrit son nouveau nom dessus. Au lieu d'être en réunion ou dans une salle de cours pour discuter de l'espace public, nous étions sur la place du marché.



Le banc est un objet porteur de sens. Il offre un point de vue, une direction pour regarder le monde. Il permet d'être à l'arrêt pour discuter avec les gens. En quelque sorte, nous avons construit une relation entre le fait de s'asseoir sur un banc et le positionnement du chercheur dans les quartiers populaires. Le banc est devenu une métaphore de l'immersion, une «manière d'être» moins pressée, du chercheur qui prend le temps de s'établir sur un territoire pour faire partie du paysage. Une position qui ne fait pas que traverser le territoire pour effectuer une «coupe» ou un instantané. En ce sens, nos pratiques se distinguent de celle de la balade urbaine, tout en étant complémentaires. Il s'agit là de prendre un temps plus long, parfois à l'arrêt, où il ne se passe rien d'exceptionnel, où les événements se déroulent devant soi pour mieux les saisir dans leurs dimensions quotidiennes. Ces méthodes tranchent avec l'impératif contemporain de la mobilité. Et ce n'est pas un hasard si les opé-

rations récentes de «prévention situationnelle» ou «d'urbanisme répressif» suppriment les bancs ou tentent de rendre cet objet hostile.

Pour terminer sur cette partie de pratique de terrain, rappelons que nos actions n'étaient pas continues. Elles ont eu lieu sur plusieurs mois et étaient entrecoupées d'autres initiatives comme celles liées à la mobilisation autour du reportage d'Envoyé Spécial (chap. 9). De fait, les espaces constitués et les discussions qui ont suivi ont pu rassembler des personnes diverses aux objectifs et sensibilités multiples. Il ne s'agit là que d'un type d'interprétation de ce qui s'est effectivement passé.

Le «banc-dit» a finalement été utilisé en préparation du séminaire du 13 juin 2014 pour discuter de la relation entre l'Université et les habitants de Villeneuve. Au moment où nous avions voulu l'utiliser de nouveau, il avait disparu...

■ CHAPITRE 6

Un séminaire habitants-chercheurs raconté à travers deux paradoxes

Introduction

Le 13 juin 2014 a eu lieu un séminaire réunissant enseignants-chercheurs, associations et habitants de la Villeneuve autour du thème « Les institutions universitaires du pôle Sud de Grenoble dans leur territoire. Comment renforcer les liens entre université et la Villeneuve ? » (voir programme page 32).

Le but de ce séminaire était double :

- Sensibiliser le public à cette volonté de décloisonnement et avoir un écho sur la posture et les ambitions de notre groupe de travail.
- Entamer une réflexion collective sur la question du « Comment faire quoi ensemble ? », discuter sur les envies et les réticences, sur les possibilités et les limites.

Il a été organisé en trois temps :

- La présentation et la discussion de **trois questions**, au centre de notre intérêt :
 - a) *La place et le rôle des institutions universitaires du « pôle sud » dans leur territoire et l'état des lieux de leurs liens avec Villeneuve, avec des Interventions de Romain Lajarge, directeur du département Territoires du laboratoire de recherche PACTE, présent à la Cité des Territoires, et d'Elisabeth Lenz.*
 - b) *Les conditions d'une recherche qui vise la co-construction de savoirs (Intervenante : Claske Dijkema). Cette intervention interrogeait les méthodes et les postures du chercheur, son rôle et son pouvoir. Comment ne pas travailler sur les habitants mais avec eux ? Quelles sont les expériences qui vont dans ce sens ?*
 - c) *La place des savoirs citoyens à l'université (Intervenant : David Gabriel)*

- Un moment d'échanges d'idées et de partage d'expériences en petits groupes, mélangeant habitants, chercheurs-enseignants et représentants d'associations.
- La présentation d'initiatives en cours (à l'aide de posters), dans le but de prendre conscience de la multiplicité d'actions passées et en cours, faisant preuve de nouvelles formes de coopérations.

Il s'agissait d'un moment fort dans notre démarche, car nous mettions publiquement à l'épreuve notre intérêt et nos idées — une étape donc dans le processus, afin de « tâter le terrain ». En effet, le séminaire faisait partie intégrale de notre processus de tâtonnement, de tissage de liens et de rapprochement entre citoyens et universitaires. Le public sera-t-il intéressé par nos préoccupations ? Comment montrer notre conscience des inégalités de pouvoir entre universitaires et habitants dans l'organisation de la rencontre entre eux ? Comment réagir à de possibles tensions ? Quel sera le résultat de cette première mise en commun ?

Le séminaire, une brèche d'ouverture dans une institution fermée

La manifestation a suscité un vif intérêt, bien au-delà de nos attentes. Nous avons trouvé un public : des associations de la Villeneuve (*Espace 600, les Unions de quartier, Villeneuve Debout*), des habitants intéressés, des associations grenobloises (*LAHGLO - Les Associations d'Habitants du Grand Grenoble, Contrevent, Planning,*



Séminaire

Les institutions universitaires du pôle Sud de Grenoble dans leur territoire. Renforcer les liens entre l'université et la Villeneuve.

Vendredi, 13 juin 2014 de 14h à 17h
Institut de Géographie Alpine, Salle des Actes (1er étage)
14bis, av. Marie Reynoard 38000 Grenoble

Une des idées à l'origine de l'implantation dans l'axe Sud de l'agglomération grenobloise de la Cité des Territoires, de l'École d'Architecture et de l'Institut de la Communication et des Médias était d'ouvrir l'université sur la ville et de participer à son développement. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Ce séminaire vise à une réflexion commune entre enseignants-chercheurs, associations et habitants de Villeneuve sur le renforcement et l'approfondissement des liens existants. Cette initiative trouve son origine dans la rencontre de quelques chercheurs-enseignants, associations et étudiants qui partagent des interrogations sur les méthodes et finalités de la recherche en SHS et sur la pédagogie participative.

Objectifs

Concrétiser la vision d'une université socialement responsable et donc sensible aux questions émanant du territoire dans lequel elle est implantée.

Esquisser des pistes sur les possibilités d'une recherche commune entre habitants, associations et universitaires, aussi bien au niveau méthodologique que sur les sujets de recherche.

Programme

- 14h00 – 14h45 Introduction et présentation des thèmes :
- La place et le rôle des universités du "pôle sud" dans leur territoire
 - Les conditions d'une recherche qui vise la co-construction de savoirs
 - La place des savoirs citoyens à l'université
- 14h45 – 15h30 Entre attentes et réalités : Échanges d'idées et d'expériences en petits groupes
- Quelles présence ou absence de l'université dans le territoire ? Quelle place des habitants à l'université ?
 - Que pourraient apporter les enseignants-chercheurs aux habitants de la Villeneuve et réciproquement ?
- 15h30 – 16h00 Pause café et présentation d'initiatives déjà réalisées ou en cours (posters)
- 16h00 – 16h50 Discussion : Observations, pistes et propositions
- 16h50 – 17h00 Conclusion

Organisation

GTR FAMM, UMR PACTE - Association Planning - Modus Operandi

Inscription (jusqu'au 10 juin 2014)

kirsten.kopp@ujf-grenoble.fr ou asso.planning@grenoble.org ou classe@modusop.org

Modus Operandi), des enseignants-chercheurs des quatre institutions universitaires présentes dans le sud de Grenoble (IGA, IUG, ENSAG, ICM) et des laboratoires de recherche concernés (CRESSON, PACTE). Et, enfin, bien que notre intention était de ne pas les inclure dans ces premières réflexions, même les collectivités territoriales (Conseil du développement de Grenoble-Metro) étaient présentes. Cette constellation au sein de l'Institut de Géographie Alpine fut une première.

Les motivations des participants

Le séminaire a eu lieu un jour d'été, la chaleur était écrasante. À leur arrivée, il était demandé aux participants d'écrire sur un post-it pourquoi ils étaient venus. « *Par curiosité* », était une réponse fréquente. De nos discussions il ressortait qu'il n'est pas évident pour les habitants de se saisir de l'université : « *On sent l'université comme un bastion* ». Comme le précise un participant, le lieu est vécu comme fermé, il donne « *l'impression qu'on n'y est pas à sa place* » si on n'y a pas une fonction. Une autre personne témoigne de ce sentiment de fermeture.

« *Ce qui m'a marqué avec la Cité des Territoires, c'est qu'il existe des barrières physiques à l'entrée. Pourtant cela devrait être un lieu de débat, mais cette université, on ne sait pas qu'elle est là. L'École d'Architecture est plus intégrée, mais quand les gens passent devant, ils se disent "ce n'est pas pour moi"* ».

À partir de nos discussions en amont du séminaire nous avons pu constater que les universitaires ne ressentent pas particulièrement une responsabilité à s'impliquer dans le quartier. Nous l'avons entendu lors des échanges : « *Le fait qu'on se trouve là ne veut pas dire qu'il faut s'intéresser à cet endroit* ». L'institution, quant à elle, ne montre pas, à travers ses actions, qu'elle sent une vocation à être une ressource locale pour les habitants des quartiers dans

lesquels elle est implantée. Nous observons qu'elle s'investit auprès d'autres publics, notamment auprès des collectivités territoriales. Parallèlement, il est frappant de voir que les chercheurs ne connaissent pas forcément bien les sujets d'étude des uns et des autres, indice que les liens se font plus sur le plan thématique que par proximité géographique. L'image qui se dégage est celle d'une université hors sol. Et pourtant, en même temps, nous rencontrons du côté de certains universitaires, une envie de travailler avec d'autres méthodes afin de répondre aux questions de société là où elles se posent.



Entrée de l'Institut de Géographie Alpine

Les organisateurs du séminaire, chercheurs-militants et militants-chercheurs, voient la présence de l'université au Sud de Grenoble comme une ressource pour les habitants en marge de la ville et pour une grande partie en marge de la société. Ces quartiers, comme tous les territoires, sont aussi des terrains potentiels de recherche. Un habitant de Villeneuve souligne l'apport indispensable, pour le chercheur comme pour les décideurs, des habitants en tant qu'intimes connaisseurs du territoire. De même, un doctorant dit être venu avec

la question de savoir « comment prendre en compte l'expertise citoyenne ? ». Le séminaire fut une occasion de mieux saisir les intérêts des uns et des autres, mais aussi de comprendre les limites et les obstacles dans cette collaboration.

Ne pas se laisser enfermer dans un périmètre géographique

Une mise en garde a été formulée pendant les débats, de ne pas cantonner la recherche de lien entre l'université et son territoire au sud de Grenoble. Il a été suggéré de penser à l'échelle de la Métropole et ainsi d'ouvrir Villeneuve à la métropole et inversement, afin de ne pas s'enfermer dans la logique des quartiers précaires. Le sud de Grenoble serait un espace à penser pour tous les grenoblois. Il y a également comme enjeu celui d'investir le campus. Quelles relations à imaginer entre le sud de la métropole et le campus ?

Les défis de la mise en valeur des savoirs de chacun

Un sujet au cœur des débats est celui de la posture des chercheurs-enseignants et des étudiants dans le désir de travailler ensemble sur leurs représentations du quartier et inversement. Cette relation est parfois problématique, comme en témoigne un habitant : « J'ai l'impression, lorsque je vois débarquer des groupes d'étudiants, que ce sont des ethnologues qui viennent étudier les indigènes dans leur réserves. Nous ne sommes pas des cobayes ».



◀ Place du Marché à Villeneuve. Des étudiants en pleine séance de travail...

Le travail des étudiants et des chercheurs risque d'être associé à celui des journalistes qui viennent produire un savoir sur le quartier, dont les habitants se sentent, à multiples reprises, exclus, comme on peut lire dans l'exemple du reportage de l'émission Envoyé Spécial « Villeneuve, un rêve brisé » (chap. 9).

Le processus mis en place en amont pendant le séminaire s'inscrit dans une démarche de complémentarité des savoirs, une démarche qui va à contre-courant d'une société marquée par une hiérarchisation des savoirs et une asymétrie de rapports de pouvoirs entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Pour atteindre les objectifs du séminaire, il fallait organiser les échanges de telle façon qu'ils permettent de réduire ces asymétries et représentations de l'autre afin que les connaissances de chacun soient prises en compte. Un défi, par exemple, était d'arriver à favoriser un contexte où chacun se sente légitime à prendre la parole. Ceux qui sont formés à prendre la parole en public (universitaires, enseignants, politiques) ne laissent pas toujours spontanément la place à ceux qui ne la prennent pas. Afin que chaque participant ait un temps pour s'exprimer, la session plénière avait été suivie par un travail en groupes de six personnes. Ce choix méthodologique pose deux paradoxes.

Le séminaire



Paradoxe 1 : Qualifier les participants sans les enfermer dans des catégories réductrices ?

Pour organiser le travail en petits groupes, il était demandé aux participants, dès leur arrivée, s'ils étaient habitants ou universitaires. Ainsi nous pouvions nous assurer qu'à chaque table il y ait un équilibre entre profils universitaires et habitants. Dans la phase du débriefing du séminaire, certains avaient exprimé un malaise vis-à-vis de la question d'appartenance à une catégorie ou une autre, jugée réductrice par rapport à la réalité : habitants militants ; habitants professionnels ; anciens habitants chercheurs ; professionnels du quartier ; étudiants habitants ou étudiants stagiaires auprès des associations du quartier. Par exemple, un des participants était un habitant de Villeneuve depuis 32 ans, administrateur d'une association de quartier, universitaire à l'UJF et ancien élu à la ville ainsi qu'à la Métro de 2001 à 2014. De même, mettre dans la catégorie des habitants une personne avec une soif insatiable de littérature et fidèle participant des cafés philosophiques, réduit l'intérêt que celle-ci peut apporter à une mise en commun des savoirs au seul fait qu'elle habite un quartier particulier, sans prendre en compte l'ensemble des savoirs acquis tout au long de son parcours de vie. Paradoxalement, notre intention de réduire la distance entre personnes apportant des savoirs complémentaires à travers un travail en petits groupes a eu comme effet secondaire une opposition binaire de catégories réductrices d'identités complexes.

Dans le souci d'équilibrer les relations entre chercheurs et personnes impliquées dans la vie de quartier, nous n'avons pas inclus dans ces catégories un troisième acteur, les associations — ni habitants, ni chercheurs — qui s'intéressent aux questions relatives au statut des savoirs et au rôle potentiel des universités dans les mobi-

lisations citoyennes et inversement. Pourtant deux organisations à l'initiative du séminaire se trouvent dans cette situation. Enfin, où classer un acteur comme le Conseil de développement de Grenoble-Alpes Métropole ?

Paradoxe 2 : Créer de la proximité dans les échanges, sans exposer les fragilités

Pour comprendre les limites du mot « habitant », prenons le temps d'analyser l'échange provoqué par le travail en groupe. Un chercheur-enseignant, homme d'une quarantaine d'années, aborde une jeune femme participante avec une question, suivi du commentaire : « Est ce que tu peux répondre à cela, j'ai besoin du retour d'un habitant "lambda" ». Celle-ci vit mal cette question qui la réduit à une personne lambda, lui enlève ses spécificités, et ne tient pas compte de son opinion personnelle sur le sujet. D'autant plus qu'habitante ce quartier, elle connaît bien la divergence de points de vue et d'intérêts qu'on peut y trouver. Cette même femme raconte un autre échange : « Il y a un mec qui m'a demandé si j'étais méditerranéenne, puis si je travaillais... il était plein de clichés ». Le travail en groupe permet de réduire les barrières entre participants par des échanges plus directs, en favorisant les relations informelles. La citation ci-dessus montre pourtant qu'en enlevant ces barrières, les participants sont exposés aux représentations et aux stéréotypes de la société dominante, provoquant un sentiment de fragilité chez les plus marginalisés. Une autre femme avait pressentie ces dynamiques et est partie au moment du travail de groupes. Elle avait compté sur le fait de passer inaperçue, chose incompatible avec le travail en petits groupes. Son choix de partir lui évitait de s'exposer aux relations de pouvoir qui peuvent être vécues comme douloureuses. Une jeune femme, architecte à Villeneuve, racontait sa confrontation avec les dynamiques de pouvoir. L'état d'esprit du côté des universitaires, elle l'avait vécu comme condescendant, orienté vers « ce qu'ils

avaient à nous apporter, sans tenir compte de ce que les habitants pouvaient leur apporter ».

La volonté de dépasser les représentations stéréotypées passe par une meilleure connaissance de l'autre dans sa singularité, d'où l'organisation du travail en petits groupes. Mais sans travail préalable de déconstruction des schémas dont

chacun de nous est habité, il n'est pas étonnant que certaines représentations se manifestent dès les premiers échanges. Ce séminaire fut donc pour notre collectif une première expérience pratique de la démarche de coopération et de co-construction que nous visons. Les conclusions du séminaire ainsi que les perspectives de collaboration sont restituées dans le chapitre 9.



■ CHAPITRE 7

La recherche participative : une palette de méthodes au choix

Le principe de la responsabilité sociale des universités (RSU) défend l'idée que l'université doit être au service de ses citoyens et du territoire au sein duquel elle est implantée. Le présent chapitre sera consacré à la question de savoir comment opérationnaliser ce principe dans le cadre de la recherche universitaire. Il commence avec un regard critique sur les termes « territoire » et « citoyens ».

Les bases de la collaboration : un lieu géographique et des questions de méthodes

Comme nous l'avons montré précédemment, les raisons qui, au départ, ont amené notre groupe de réflexion à travailler ensemble sont différentes. Les collègues universitaires ont envie, d'une part, de construire d'autres liens avec le territoire dans lequel leur institution universitaire est implantée et d'autre part, ils souhaitent construire des relations plus équilibrées entre les chercheurs et leurs « sujets d'étude », permettant de sortir de la position de celui qui travaille « sur » les populations pour la réorienter vers la position de celui qui travaille « avec » les populations concernées. Cette approche implique de ne plus partir sur le terrain avec une problématique et une grille d'entretien préconçues, préparées derrière un bureau, mais de s'immerger dans son terrain d'étude, dans le but de laisser émerger des sujets d'étude co-construits avec les citoyens. Quant aux associations représentées dans le groupe de réflexion, les motivations sont d'un autre ordre. Pour l'association *Planning*, ce sont les discussions sur la rénovation urbaine à Villeneuve et la place des universités dans le projet

urbain qui l'ont amenée à interpeller les instituts universitaires du pôle Sud de Grenoble. Pour *Modus Operandi*, association qui travaille avec une approche constructive du conflit, c'est le croisement entre un intérêt thématique — les questions de violences produites en ville (Grenoble et Echirolles) — et un intérêt méthodologique — la place de la recherche, des savoirs, dans les processus de transformations sociales — qui l'ont motivé à travailler dans ce groupe de travail mixte. Le point commun dans ce partenariat est le lieu géographique et les questions de méthodes.

• Pour qui travaille-t-on quand on est au service du territoire ?

En préparation du séminaire, nous avons interrogé étudiants et enseignants-chercheurs de la Cité des Territoires sur le lien qui existe ou devrait exister, selon eux, avec le quartier voisin, Villeneuve. Nous avons pu constater que l'idée d'« être au service du territoire » est interprétée par beaucoup de chercheurs comme « travailler avec les collectivités territoriales ». Dans les quartiers marqués par un fort sentiment d'abandon des institutions et de méfiance par rapport à celles-ci, une telle approche pose problème. Dans notre pratique de terrain, nous avons pu constater que les habitants, les collectifs d'habitants et les associations de quartier se posent des questions qui, bien souvent, ne sont pas reprises par les collectivités territoriales. Pourtant, mettre en lien ces questions qui émanent directement de la population avec des études en sciences sociales ou avec une pratique de recherche, pourrait renforcer la portée de leurs actions.

• **Avec qui travaille-t-on quand on est au service des citoyens ?**

L'utilisation du terme «citoyen» ici nécessite une précision. Nous nous référons au sens qu'il avait pendant la Révolution française, quand il était utilisé par opposition au «sujet» (du roi) pour désigner tout homme sans notion de hiérarchie. Le terme «citoyen» est donc utilisé ici sans référence à la nationalité des personnes, ni à leur droit de vote. Le principe d'être au service des citoyens dans la recherche comporte le risque de considérer ceux-ci comme un groupe homogène, partageant les mêmes intérêts. Par contre, une lecture en termes de lignes de fractures et de distinctions entre habitants complexifie cette catégorie. Les propriétaires et les locataires, les retraités et les jeunes, les employés et les chômeurs, les Français et les étrangers, les musulmans et non-musulmans etc., n'ont pas systématiquement les mêmes intérêts face à une situation qui se présente dans le quartier. À cette diversité s'ajoute l'orientation politique de chacun. En voulant créer un lien entre les préoccupations des habitants et les problématiques traitées en sciences sociales, une question bien pratique émerge rapidement : «Avec qui va-t-on se mettre ensemble, s'associer, se poser les questions ?». Les plus visibles et faciles à contacter sont les citoyens déjà regroupés pour porter collectivement des enjeux. Il est alors logique qu'un chercheur intervenant s'adresse à eux. Pourtant, assez vite la question «Où sont les autres habitants ?» s'impose. Qui n'est pas représenté dans ces collectifs ? Et qu'est-ce que cela implique pour la définition du problème ? Les rapports de pouvoir à l'œuvre dans la production des discours sur ce qui pose problème au sein d'un quartier deviennent alors visibles. Construire une problématique est fortement politique. C'est au moins ce que l'association *Modus Operandi* a pu observer autour de son travail sur les violences en ville. Que définit-on comme violent et qui le définit comme tel ? Lors d'un repas citoyen sur le thème «Violence dans le quartier, parlons-en», or-

ganisé en février 2013 à Villeneuve, une cinquantaine d'habitants ont défini ensemble ce qui était vécu comme violent par eux dans leur vie quotidienne. Dans ce genre de réunion citoyenne, qui est capable de construire un discours et qui ne l'est pas ? Et avec quelles conséquences pour les réponses politiques données ou les solutions trouvées ? Le travail de recherche doit être compris comme un appui à la construction d'un discours. Le choix des participants à un projet de co-construction peut renforcer alors le discours de certains au détriment d'autres. Ce choix du chercheur ou de l'association est alors politique et il est important de l'assumer.



Différentes formes de recherche qui vont dans le sens de la participation

Faire de la recherche avec les citoyens s'inscrit dans une histoire relativement longue. Une série de méthodes de recherche a été développée depuis les années 1940 déjà. Ces méthodes ont pour spécificité de chercher à connaître un objet en intervenant sur lui. Le chercheur Pierre-André Tremblay de l'Université du Québec à Chicoutimi résume ces différentes approches et explique la spécificité de chacune dans un chapitre intitulé «Une sociologie de la recherche partenariale»⁽¹⁾. Dans le tableau ci-contre figure une courte présentation de ces méthodes. Nous y avons rajouté celle de la recherche intervention, car elle s'avère très complémentaire.

Une palette de méthodes de recherche participative

Recherche-action	Méthodologie développée par Kurt Lewin en 1940 But : Connaissance de l'objet d'étude en intervenant sur celui-ci. Commandité par l'acteur dominant du système (p.ex. politiques publiques). Cette recherche s'inscrit dans le contexte des organisations et vise l'amélioration d'une situation.
Enquête conscientisante	Développée au Québec, années 1960 et 1970. But : Produire des informations utiles à une mobilisation. Comprendre une situation problématique et l'énoncer, tout en conscientisant les participants. Seulement un petit groupe de personnes travaille sur la recherche et c'est surtout celui-ci qui est conscientisé.
Recherche action participative	La recherche participative a été forgé et largement développé au début des années 1970⁽²⁾. But : Donner plus de pouvoir aux groupes marginalisés. Ceux-ci sont inclus dès le départ dans l'équipe de recherche. Des personnes ressources ont le rôle d'experts et d'universitaires. Cette méthode donne plus facilement accès aux informations qui restent généralement cachées aux chercheurs extérieurs. Analyse des résultats en groupe, co-production de la connaissance.
Community based research	Approche qui dépasse la production d'information sur un sujet et qui vise un changement à une échelle limitée du territoire. But : Favoriser le développement communautaire, agir sur les enjeux de la recherche, apporter un changement pour des personnes participantes et pour la communauté plus large (O'Fallon 2002 ⁽³⁾). La méthode s'inscrit dans une démarche de empowerment (pouvoir d'agir). Elle ne se base pas sur des catégories prédéfinies par des chercheurs universitaires, mais produites par le groupe.
Recherche partenariale	L'aspect « partenarial » dans cette forme de recherche se réfère à un jumelage des expertises des acteurs de terrain, puisant dans une connaissance empirique, et des acteurs universitaires avec des outils d'enquête, des ressources théoriques et de l'écriture. But : Produire les connaissances fiables et positives sur une situation, et répondre alors à un problème d'absence d'information d'acteurs de terrain. La recherche partenariale se distingue des autres approches par : 1) le type de relation entre les acteurs en présence, 2) le double but du processus de recherche, à la fois universitaire et au service des organismes communautaires.
Recherche intervention / Recherche expérimentale⁽⁴⁾	La recherche part du principe de la complémentarité des types de savoir : entre savoirs formalisés et savoirs d'expérience, entre savoirs de la recherche et d'action. But : Éviter la hiérarchisation de ces savoirs. Il s'agit d'une coopération entre des équipes de chercheurs et les acteurs concernés par une situation spécifique ou engagés dans une action. Le chercheur s'insère dans un processus en cours, dont il contribue à sa réalisation. Le travail de recherche s'exerce sur des terrains, ou porte sur des « objets », dans lesquels le chercheur est alors personnellement impliqué.

Source : Tableau réalisé à partir de Tremblay (2014)

Ces différentes formes de recherche ont en commun de mettre en œuvre des collaborations dans le domaine de la recherche entre chercheurs et personnes impliquées dans une action (projet, organisation, lutte, etc.). La distinction nette entre les formes de savoirs telles présentées dans le tableau ci-dessus doit plutôt être comprise comme un continuum. Par exemple, un chercheur qui fait de la recherche de terrain a aussi une forme d'action. Cette impression de binarité n'est pourtant pas uniquement le résultat d'un exercice de synthèse qui enlève toute complexité. Elle montre aussi le clivage ressenti entre les savoirs valorisés dans les instituts universitaires et ceux des collectifs citoyens dans le quartier de Villeneuve.

Chaque exemple de méthode de recherche participative souscrit à l'idée qu'intervenir sur une réalité permet de mieux la connaître. Par contre, elles divergent quant à la portée de l'action mise en place. Elles se placent différemment par rapport aux objectifs visés, entre produire de la connaissance ou transformer une situation par la recherche. La question de la relation entre penser et agir s'impose alors. Nous avons choisi d'approfondir cette question pour la recherche partenariale et la recherche intervention, deux approches qui semblent le plus correspondre à notre démarche entreprise à Villeneuve.

La relation entre penser et agir dans la recherche dite partenariale et la recherche intervention

Pierre-André Tremblay, chercheur invité à la Cité des Territoires en automne 2014, nous donne des pistes pour saisir la relation entre penser et agir dans la recherche dite partenariale. Il est chercheur au *Centre de Recherches sur l'Innovation Sociale et l'Économie Sociale* - CRISES qui travaille avec des organismes communautaires au Québec⁽⁵⁾. Il s'agit d'organisations locales à but non-lucratif. Dans une discussion à Grenoble, P.A. Tremblay nous explique que cette forme de recherche a comme trait caractéristique de faire collaborer chercheurs universitaires et acteurs de terrain dans la

réalisation d'activités de recherche visant à appuyer ces derniers dans leurs activités⁽⁶⁾. La connaissance est produite dans des cadres qui se distinguent des cadres traditionnels. Cela demande un équilibre délicat entre des mondes sociaux souvent étrangers les uns des autres. Cela oblige aussi à poser des questions complexes sur la connaissance, son mode de production, sa circulation et son usage⁽⁷⁾. Il s'agit d'une collaboration tant sur le plan de la définition de la thématique de recherche que sur l'analyse des résultats, leur interprétation et sur la phase d'écriture. Selon Pierre-André Tremblay, l'intérêt des organismes communautaires pour cette approche est de disposer d'arguments pour montrer que l'action qu'ils mènent est utile. Le but n'est donc pas scientifique en premier lieu — ce qui n'empêche pas la production d'articles scientifiques (obligation à laquelle est soumis le chercheur). Le but est de fournir aux organismes communautaires des données intelligibles et utiles pour eux. Le changement visé par cette forme de recherche se situe alors au niveau de l'organisme communautaire et ce qu'il peut faire avec les savoirs produits ensemble.

Le rôle du chercheur : changer la nature du débat

Dans la recherche-intervention, le lien entre penser et agir se crée dans la relation entre un collectif mobilisé et le chercheur. Dans l'ouvrage collectif *La sociologie et l'intervention (2001)*, résultat d'une exploration du métier de sociologue intervenant dans le domaine social, Erhard Friedberg défend l'idée qu'intervenir équivaut à produire des connaissances. Selon lui, « on ne peut parler de « facilitateur » de changement que si le sociologue est capable de changer la nature du débat, en livrant un nouvel éclairage sur les problèmes perçus et en œuvrant par là même à un renouvellement de la perception cognitive⁽⁸⁾ ». Un deuxième auteur dans le même ouvrage, André Lévy, s'intéresse à la question du changement social, des ambiguïtés de l'intervention et des frontières étroites avec celles de la recherche-action. Pour l'auteur, « l'intervention repose sur le présupposé qu'à travers elle, les acteurs

découvrent et exploitent par eux-mêmes les compétences et les connaissances détenues — mais non mobilisées — en vue de favoriser un changement. La visée première de la recherche-action serait la connaissance, pas conditionnée par une quête d'utilité immédiate. » À son tour, Pascal Nicolas-Le Strat défend dans *Quand la sociologie entre dans l'action, la recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique (2013)* que « le travail de recherche provoque des transformations effectives dans la mesure où il parvient à intégrer à la réalité de nouveaux cadres d'analyse et de raisonnement. Ces cadres d'analyse et de raisonnement se mettent alors à agir "au réel". (...) Ils contredisent certaines évidences, en contrariant d'autres. Ils font voir la réalité sous un angle différent. Lorsque le chercheur



(en coopération) introduit un nouveau cadre d'analyse, il affecte nécessairement la situation car il modifie la façon de la "voir", de la "lire", et de la "dire"⁽⁹⁾ ». Selon lui, la recherche agit sur le "réel en devenir". Parmi les formes de recherche citées dans le tableau ci-dessus, il n'y a pas de différence nette entre celles qui s'arrêtent à la production des connaissances et celles qui agissent en faveur des transformations sociales. Néanmoins, nous pourrions souligner que la méthode de recherche-action participative a été spécifiquement développée pour donner plus de pouvoir aux groupes marginalisés et que dans la recherche-intervention ou la recherche expérimentale que défend Nicolas-Le Strat, le chercheur s'implique dans un processus en cours, et contribue ainsi à sa réalisation.

cherche citées dans le tableau ci-dessus, il n'y a pas de différence nette entre celles qui s'arrêtent à la production des connaissances et celles qui agissent en faveur des transformations sociales. Néanmoins, nous pourrions souligner que la méthode de recherche-action participative a été spécifiquement développée pour donner plus de pouvoir aux groupes marginalisés et que dans la recherche-intervention ou la recherche expérimentale que défend Nicolas-Le Strat, le chercheur s'implique dans un processus en cours, et contribue ainsi à sa réalisation.

La motivation de Modus Operandi : agir sur le réel en devenir

Les observations de Nicolas-Le Strat font écho de façon très pertinente aux motivations qui ont amené l'association *Modus Operandi* à s'intéresser à ces questions à Villeneuve. De façon générale, *Modus Operandi* s'intéresse à la recherche comme

forme d'intervention dans les situations conflictuelles et à son potentiel d'action sur le « réel en devenir⁽¹⁰⁾ ». Comprendre de façon collective ce qui se passe dans un conflit est une étape importante dans la transformation des rapports entre protagonistes.

C'est à ce titre que la co-construction des savoirs intéresse l'association. L'apparente incompatibilité de perceptions, point de départ pour les professionnels voulant agir sur un conflit, est une bonne problématique pour les chercheurs.

- (1) Tremblay, Pierre-André, « Une sociologie de la recherche partenariale », texte paru dans : Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein, Denis Bussièrès (dir.), *Le défi de l'innovation sociale partagée*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014.
- (2) Millot, Glen, Neubauer, Claudia, Storp, Béangère, *La recherche-action participative comme mode de production de savoirs. Un état des lieux des pratiques en France*, Fondation sciences Citoyennes, 2012-2013.
- (3) O'Fallon, L.R., A. Dearth (2002). « Community-Based Participatory Research as a Tool to Advance Environmental Health Sciences », *Environmental Health Perspectives*, vol. 110 (suppl. 2), p.155-159.
- (4) Nicolas-Le Strat, Pascal, *Quand la sociologie entre dans l'action, la recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique*, Presse Universitaire de Saint Gemme, 2013.
- (5) Dans le contexte québécois, "communautaire" veut dire à l'échelle d'une commune ou d'un quartier.
- (6) Entretien à Grenoble, décembre 2014.
- (7) Entretien à Grenoble, décembre 2014.
- (8) Vrancken et Kutty, *La sociologie et l'intervention. Enjeux et perspective*, De Boeck Université, Bruxelles, 2001.
- (9) Nicolas-Le Strat 2013, op. cit., chapitre 4.
- (10) Nicolas-Le Strat 2013, op. cit., chapitre 4.

■ CHAPITRE 8

Une recherche qui vise la co-construction des savoirs

Le chapitre précédent a été consacré au fait de savoir à qui bénéficie la recherche. La question de la collaboration entre citoyens, directement concernés par un problème, et chercheurs universitaires s'est imposée. Qu'est-ce qui permet à chacun d'accéder au savoir de l'autre et qu'est-ce qui permet de construire du savoir ensemble ? Voici deux petites anecdotes personnelles pour illustrer ce qui permet de s'ouvrir à l'autre et ce qui pourrait nous en empêcher.

Récemment j'échangeais avec un habitant de Villeneuve sur les élections départementales à venir. Il me faisait l'éloge d'un candidat de l'extrême droite, sur un ton mi-sérieux, mi-moqueur, suivi du commentaire : « A toi on peut le dire maintenant, t'es dans le quartier depuis longtemps ». Qu'a-t-il voulu dire ? Que je suis dans le quartier depuis suffisamment longtemps pour qu'il se montre dans la multiplicité des facettes qu'il porte en lui, au lieu de me fournir une image consensuelle ? Parce qu'il me fait confiance et sait que je n'aurais pas une lecture unidimensionnelle de ses propos, que je ne le jugerai pas ?

Je me souviendrai toujours du regard gêné de mon interlocuteur au Zimbabwe quand un ami à lui me témoignait de sa croyance dans l'efficacité des esprits contre les balles pendant la guerre civile dans son pays. Pourquoi cette gêne ? Par peur que mon esprit "moderne" soit incapable de comprendre de tels propos et que je m'en moque ? Par peur de perdre mon estime ?

Ces deux anecdotes montrent que c'est donc la confiance qui nous permet d'accéder au savoir de l'autre, et que c'est la peur que l'autre nous enferme dans son jugement qui pourrait nous en empêcher. Dépasser les rapports de pouvoir est crucial dans une démarche de recherche. Une série d'expériences d'organisations de la société civile ou au sein des universités sont sources d'inspiration pour mettre en œuvre une forme de recherche qui vise la co-construction des savoirs. L'encadré (voir page 44) présente brièvement les méthodes mobilisées.

Dépasser les rapports de pouvoir

Le chercheur souhaitant faire de la recherche au service des citoyens à Villeneuve devrait être conscient du fait que la majorité des ménages précaires dans la ville vit, selon l'INSEE, entre Grenoble et Échirolles, c'est-à-dire à Villeneuve mais pas uniquement. La spécificité des personnes éloignées du pouvoir est qu'elles vivent dans une double réalité, celle de la culture dominante avec ses codes, ses valeurs et ses normes qu'elles ont intérêt à maîtriser, et celle avec qui elles partagent leur statut social. Le chercheur a pour spécificité d'appartenir presque par définition à cette « culture dominante », la catégorie sociale élevée, avec son niveau d'éducation comme privilège premier. Mais l'asymétrie de pouvoir ne se limite pas à la relation entre le chercheur et les citoyens de Villeneuve. Elle existe aussi au sein des collectifs : certaines personnes ont l'habitude de prendre la parole, et laissent difficilement la parole aux autres ou le font sous forme d'injonction. Elles deviennent rapidement les professeurs des autres. Les autres voix ne trouvent pas de place pour s'exprimer.

Des expériences inspirantes sur ce chemin de la co-construction des savoirs

- L'*Alliance Citoyenne*, organisation née en 2012 à Grenoble est maintenant implantée dans plusieurs villes. Son action est ancrée dans une lecture marxiste des rapports de pouvoir. Son choix est de soutenir et de construire le pouvoir de ceux qui sont directement touchés par un problème, à partir de leurs colères, pour ensuite construire des alliances entre ceux-ci et les personnes qui leur sont solidaires, « les alliés ». La méthode employée s'est inspirée du *community organizing* de Saul Alinsky et le *broad-based organizing*. Ces deux méthodes nous proviennent des États-Unis.
- *ATD Quart Monde*, mouvement né dans les années 1950 autour du prêtre ouvrier Joseph Wrésinski, actif dans un camp de sans-logis, à Noisy-le-Grand. L'association défend l'idée que ce n'est pas tant la pauvreté mais la dignité qui pose problème et insiste sur une analyse structurelle de la précarité et des solutions collectives. Une des pistes de travail en faveur de cette dignité est la mise en place d'universités populaires afin que les personnes en situation de précarité produisent elles-mêmes la connaissance sur la précarité à partir de leur expérience.
- *Le Centre d'Études sur l'Innovation Sociale et l'Économie Solidaire* (CRISES) de l'université UCQUAM du Québec (Canada), appliquant la recherche partenariale, méthode qui doit être comprise dans le contexte de la crise économique des années 1980. Parmi les questions fondatrices de ce centre de recherche : Qu'est-ce qui va remplacer l'aide de l'État ? Quelles formes d'organisations peuvent répondre à ces défis ? Entreprises collectives, coopératives, organismes communautaires ? La réponse a consisté dans une approche collaborative entre différents acteurs (politiques, sociaux, entreprises, et citoyens). CRISES a participé et contribué à ces réflexions, avec des syndicats, des acteurs du domaine de la santé et des services sociaux et auprès des collectifs de citoyens.
- Le séminaire *Les Fabriques de sociologie*, portant sur les pratiques et modes de « production » des recherches en situation d'expérimentation sociale. C'est un lieu de

réflexion sur la recherche-intervention. Ce séminaire est coordonné par Martine Bodineau (doctorante en sciences de l'éducation, Université Paris 8) et Pascal Nicolas-Le Strat (maître de conférences en sociologie, Université Paul Valéry – Montpellier 3). Le séminaire a obtenu le soutien de la Maison des Sciences de l'Homme de Paris Nord, dans le cadre de son appel à projets 2011. Il vise à « revisiter la problématique des pratiques d'intervention dans le contexte contemporain, qui voit se développer des expérimentations sociales, culturelles et politiques, afin de rendre compte des réalisations de ces formes de recherche, sur le plan de leur impact social comme sur celui de leur contribution à la connaissance scientifique ».

- Les coopératives d'éducation populaire politique et des conférences gesticulées regroupées dans l'association *La Grenaille*. *Scop l'Orage*, une des coopératives, est basée à Grenoble et défend l'idée que la transformation sociale passe par le fait de devenir « conscient des oppressions, injustices et mécanismes de domination » et par « la tentative de comprendre le système et rechercher ce qui peut le modifier vers plus de justice et d'égalité. » Les personnes suivant les formations de base apprennent par exemple à assurer l'égalité de chacun dans les temps de parole et la valorisation de différentes sources de savoir, permettant à tous de participer à la vie politique et citoyenne.

Nos expériences et réflexions nous ont amenés à formuler cinq conditions pour mener à bien cette co-construction des savoirs :

- Condition 1 Dépasser les rapports de pouvoir.
- Condition 2 La réciprocité dans les relations.
- Condition 3 La reconnaissance de la complémentarité de multiples sources de savoir.
- Condition 4 La co-construction des questions de recherche.
- Condition 5 La co-interprétation et la co-écriture des résultats.

Comme le montrent les deux expériences personnelles citées ci-dessus, certaines personnes peuvent avoir un intérêt à retenir certaines informations qu'elles jugent être dévalorisantes ou stigmatisantes. La recherche-action participative a l'avantage de permettre plus facilement l'accès aux informations qui restent généralement cachées aux chercheurs extérieurs, grâce aux rapports de confiance qui s'installent. Mais tout d'abord il faut entrer en contact. Pendant les réunions publiques dans le quartier de Villeneuve, la question « Mais où sont donc les habitants ? » revient systématiquement, sous-entendu les « autres » habitants, ceux qui sont éloignés du pouvoir pour différentes raisons et qui n'y participent pas.

Faisons ici le parallèle entre la participation politique et la participation dans la pratique de la recherche — ces deux approches partageant l'enjeu de savoir comment diversifier l'origine sociale et ethnique des participants. La sociologue Marion Carrel pose le « dilemme de l'égalité » à partir de l'observation qu'en France « les jeunes, les non-diplômés, les étrangers et les personnes les plus précarisées se tiennent majoritairement à l'écart des procédures participatives, ou alors lorsqu'ils s'y déplacent, leur parole est souvent disqualifiée de manière implicite ». Pour une réelle démocratie, la question est celle-ci : comment diversifier l'origine sociale et ethnique des participants dans les dispositifs participatifs ? Dans son livre *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires* (2003), et notamment dans le deuxième chapitre « Parti-

ciper pour quoi faire ? », Marion Carrel expose quatre positions dans le débat sur la participation. La première position que distingue Carrel est celle de la **participation inutile**, dont la mise en place est obligée mais où l'intention de tenir compte des résultats dans la conceptualisation de l'action publique est absente. Elle mentionne comme exemple un grand projet urbain de l'agglomération grenobloise, présenté à la population pour « concertation » seulement une fois le projet constitué et validé par les partenaires. Il s'agit ici, selon elle, d'une posture condescendante qui nie l'apport des habitants. La deuxième position est celle de

l'injonction participative : « il faut que les habitants viennent », suivie de la déception qu'ils ne soient pas venus. Leur absence est ensuite expliquée par l'idée que les habitants ne se soucient pas de l'intérêt général. Une troisième position dans le débat sur la participation citoyenne porte sur le besoin de la **démocratisation des institutions publiques et des règles du jeu de la vie politique**. Celle-ci insiste sur la nécessité de donner du pouvoir aux citoyens par

le biais de procédures fixées par le droit, comme par exemple le droit de vote aux étrangers. La dernière position que présente Carrel est celle de **l'empowerment** ou le **pouvoir d'agir collectif**, selon lequel le pouvoir n'est pas quelque chose qui est donné mais dont on se saisit. Selon cette idée, l'habitant est porteur d'expressions collectives et d'exigences citoyennes, qu'il s'agit de développer, de révéler et de faire entendre. Parmi ces réflexions sur la participation, c'est dans cette dernière position de pouvoir d'agir que



notre groupe de travail se reconnaît le plus. Si on l'applique au domaine de la participation à la recherche, cela veut dire que le fait de donner la parole aux citoyens ne suffit pas si le chercheur définit seul la thématique. Il faudrait aussi se laisser guider par les questions dont les citoyens se saisissent. Leurs préoccupations forment un point de départ propice à la construction d'une collaboration. Mais pour les connaître, il faut d'abord entrer en contact et créer des relations avec les personnes qui les portent. Une phase d'immersion s'avère indispensable.

La réciprocité dans les relations

Paolo Freire, un des grands penseurs de la pédagogie, remarque que pour pouvoir accéder aux savoirs des autres et pour pouvoir faire des choses ensemble, l'empathie est la clé. Il dit : « *J'ai découvert que, pour comprendre les autres, je dois créer une certaine vertu en moi-même, sans laquelle il m'est difficile de comprendre les autres. C'est la vertu de la tolérance. C'est par l'exercice de la tolérance que je découvre la riche possibilité de faire les choses et d'apprendre des choses avec des gens différents. Être tolérant ne veut pas dire être naïf. C'est un devoir, un devoir éthique, un devoir historique, un devoir politique* ». Dans cette conversation en anglais, Freire utilise le mot « *tolerancy* » dont la meilleure traduction dans ce contexte est : empathie. Il faudrait donc ressentir de l'empathie pour accéder aux savoirs de l'autre, voire de la sympathie selon certains, afin de co-construire.

Pierre-André Tremblay, en expliquant les clés de réussite d'une expérience à Saint Camille au Québec dit : « *On ne fait pas de la recherche partenariale si on ne connaît pas les gens* » et si une affinité d'ordre politique ou idéologique n'existe pas. « *Si on ne s'aime pas, on ne peut pas travailler ensemble* ». Les chercheurs du centre de recherche CRISES ont pu constater que les

rapports entre universitaires et organisations communautaires ont considérablement évolué au fil de leur collaboration, et ce de façon positive, grâce au fait qu'ils se sont retrouvés en tant que partenaires de recherche.

ATD Quart Monde, dans sa démarche de production de connaissances sur la pauvreté, met en avant le principe de la réciprocité dans une perspective de « *croisement des savoirs* ». Ce dernier part de l'idée que chacun a des savoirs à offrir et à apprendre et qu'il ne s'agit pas d'enseigner d'abord, mais de se laisser enseigner. « *Les savoirs sont l'expression des personnes. Il n'y a pas d'autre accès possible à ces savoirs que les relations de reconnaissance mutuelle qui se nouent entre les personnes. C'est ainsi que la connaissance est une connaissance pour une coproduction de savoir* ». L'écoute y joue un grand rôle. « *Écouter l'autre dans sa plus grande différence, c'est écouter en soi comment on est affecté par le savoir de l'autre. Sa vérité et la nôtre s'entrelacent dans une écoute réciproque qui fait de nous des paires* ». Ce qui sous-entend que chacun sort transformé de cette relation.

De ces observations nous pouvons déduire que les outils classiques d'enquêtes, même qualitatifs, (entretiens structurés, semi-structurés etc.), posent problème dans l'accès au savoir de l'autre, car ils structurent la relation d'une telle façon que l'information circule en sens unique. Ils donnent le pouvoir de poser les questions aux chercheurs. Dans le cadre de nos tâtonnements autour de ces questions de réciprocité dans les relations, nous avons testé une méthode alternative aux enquêtes : générer les débats in situ dans l'espace public (Chap. 5).

Parmi les organisations qui ont inspiré *Modus Operandi*, celle qui va le plus loin dans cette démarche de réciprocité est l'*Alliance Citoyenne* à Grenoble, une alliance d'individus et d'organisa-

tions qui pratiquent le *community organizing*⁽¹¹⁾. Dans la phase initiale d'une campagne autour d'une problématique précise, les organisateurs rencontrent des personnes concernées par cette problématique *one-to-one* (un à un) pour construire un lien de confiance. Lors de ce rendez-vous, la règle de jeu est de parler 50/50 : chacun se donne dans cet échange.

La reconnaissance de la complémentarité de multiples sources de savoir

Un des facteurs de création de distance entre le chercheur et la personne dont l'avis l'intéresse est la hiérarchie entre les savoirs des universitaires et les savoirs des gens éloignés du pouvoir. Pour commencer à co-construire du savoir, chacun des acteurs a besoin de reconnaître que son savoir est nécessaire pour comprendre un problème dans sa complexité. C'est sur ce postulat qu'est basé le travail d'ATD Quart Monde, publié dans *Le croisement des savoirs et des pratiques : quand les personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble* (2008) . Il met en valeur la complémentarité de chacun (savoirs d'expériences, ou d'action, opposés et savoirs académiques) dans la production d'un savoir sur l'extrême pauvreté. Scop l'Orage parle dans ses formations d'éducation populaire de politique de la complémentarité des « *savoirs chauds et savoirs froids* », respectivement théoriques et issus de l'expérience. Il est pourtant « *essentiel de réévaluer le "savoir en usage" en cessant de le réduire à des savoirs faire, des savoirs d'expérience opposés aux savoirs théoriques académiques, situés tout en haut de l'échelle des savoirs légitimes* » selon Alexia Morvan, cofondatrice de la Scop le Pavé et auteure

d'une thèse intitulée « *Pour une éducation populaire politique. A partir d'une recherche-action en Bretagne* ». Dans un texte préparé pour une conférence à Grenoble en novembre 2014 elle explique que « *cette distinction fait perdurer une hiérarchie, une distribution des savoirs que nous serions habilités ou non selon notre statut à produire. Yves Bonny propose dans un article à paraître, "La recherche action et la question de l'institution", plutôt que de parler de savoirs d'action qui entretiennent le grand partage entre théorie et pratique, et entre savants et profanes, de parler de "savoir d'usage" des praticiens. Ce savoir d'usage relève aussi bien de savoirs d'expérience, ou d'action, et de savoir-faire que de savoirs théoriques ou procéduraux, car les praticiens développent au quotidien des activités de recherche et d'enquête plus ou moins poussées, élaborent et mobilisent des théories ; ils ne sont pas cantonnables à l'expérience, aux savoir-faire et aux préjugés, quand bien même ils ne font pas de la recherche selon les canons académiques. Nous sommes non seulement tous des philosophes et des penseurs, mais si cette première affirmation vaut, la deuxième inverse vaut aussi, tous-tes, chercheurs-ses compris-es, sont donc des êtres d'activité !⁽¹²⁾* ».



Ce principe de complémentarité des savoirs peut sembler évident. Pourtant, le récit suivant témoigne que ça n'a pas toujours été le cas en ce qui me concerne.

Au Zimbabwe, en voulant éviter le rôle de savant en tant qu'europpéenne, (co-)responsable d'une association et enseignante à l'université, je retournais les questions à ceux avec qui je collaborais (jeunes hommes sortant tout juste d'une université locale) pour leur demander leur avis, leur opinion sans arriver à avoir un débat autour des sujets de recherches. J'avais le sentiment qu'ils m'assignaient le rôle de celle qui devait savoir, à qui il fallait faire plaisir. Je suis convaincu qu'au fond d'eux ils ne pensaient pas que je « savais », au contraire, mais les conditions n'étaient pas réunies pour qu'ils s'expriment ouvertement afin de construire ensemble. La possibilité de contredire est alors un élément important à cette relation à construire.

Cette relation qui se construit, à la fois basée sur la critique de et l'empathie pour l'Autre sera aussi marquée par l'incompréhension. À l'issue de son expérience de croisement de savoirs, ATD Quart Monde démontre que les rapports de pouvoir jouent aussi dans ces moments d'incompréhension : « Cet effort d'écoute attentive est plus facile à avoir lorsqu'on ne comprend pas les paroles d'un universitaire. On se dit plus « naturellement » que l'on manque des connaissances nécessaires pour comprendre une idée trop difficile pour soi. On s'informe, on questionne, on cherche. C'est ce type d'attitude que chacun devait avoir pour les autres dans ce type de programme. Il n'est pas aussi évident d'avoir cette attitude lorsqu'on ne comprend pas le discours d'un militant [personne en situation de précarité et participant au croisement de savoirs pour ATD Quart Monde].

Spontanément, il est plus facile de penser que c'est lui [le militant] qui n'a pas compris, qui est hors sujet, ou encore qu'il s'agit d'un discours idéologique, parce qu'il ne se formule pas selon les normes classiques de la pensée. »

Cette idée de complémentarité de savoirs se construit dans la pratique et nécessite une déconstruction de la façon dont chacun a appris à se voir, en tant qu'universitaire, en tant que femme, en tant que « blanc », en tant que chômeur etc. De nombreuses fois j'ai pu constater des décalages entre les valeurs auxquelles on dit adhérer et les pratiques mises en œuvre. Par exemple, une animatrice pendant un atelier, après avoir exposé les règles de l'échange dans un cercle de parole (chacun prend la parole une fois et on ne s'interrompt pas) interrompt la prise de parole d'une participante en faisant le commentaire suivant : « Je ne pense pas que les choses soient aussi simples ». Je me suis, moi aussi, fait reprendre à plusieurs reprises pour des phrases qui témoignaient de ce que la culture dominante m'avait appris sur un quartier comme Villeneuve. On apprend avec l'autre. Un effort remarquable à cet égard est réalisé par le mouvement d'habitants de bidonvilles *Abahlali baseMjondolo* en Afrique du Sud. Un des participants du mouvement témoigne de cette déconstruction nécessaire, mise en œuvre par le mouvement : « Vous savez ce qui se passe ? Nous vivons avec ce complexe d'infériorité que nous avons hérité du passé. Il est assez difficile ces jours pour un homme ou femme africain de sortir de cette enveloppe. [...] Maintenant, quand vous vous joignez à *Abahlali* [...], *Abahlali* vous éduque et vous rappelle que vous êtes un citoyen respectueux de la loi de l'Afrique du Sud ! Ensuite, automatiquement vous... vous sentez cet "uumfff" venir et vous vous réappropriiez automatiquement de cet espace, cet espace politique et vous devenez quelqu'un. ».

La co-construction des questions de recherche

Comme nous l'avons argumenté auparavant, la formulation de la question de recherche est politique. Un des principes de la recherche-action est que la problématique doit venir du groupe avec qui on collabore dans le cadre de la recherche. Ce principe se heurte très souvent à une réalité de financement de recherche. Les financements publics les plus importants proviennent de l'Union européenne, des ministères et des collectivités territoriales et passent par des appels à projets. Ce fait pèse considérablement dans la définition d'un agenda de recherche. Une autre difficulté quant au respect du principe de la co-définition de la problématique de recherche que nous avons rencontré à Villeneuve, tient au problème de la représentativité et des conflits d'intérêts déjà évoqués. La co-construction pose alors un double défi pour le chercheur : pratique et politique aux conséquences méthodologiques dans la construction d'un problème. Nous avons posé le problème des réunions publiques, au centre des dispositifs de participation, mais desquelles les jeunes, les non-diplômés, les étrangers et les personnes les plus précarisés se tiennent majoritairement à l'écart. Ce défi, à la fois méthodologique et politique, a des conséquences sur la définition des problèmes à Villeneuve. Les personnes qui viennent à ces réunions n'apportent pas les mêmes informations, problèmes et questions que ceux qui n'y viennent pas. Dans les études sociologiques sur la violence urbaine, à maintes reprises, une note est intégrée dans la partie méthodologique justifiant qu'il n'a pas été possible de parler avec des responsables des émeutes



pour des difficultés méthodologiques. Que veut dire, politiquement, de laisser de côté leur savoir, leur compréhension de la situation ? Nous avons besoin de nouvelles méthodes de recherche pour travailler ensemble. Une notion à retenir de la recherche partenariale est celle d'une problématique négociée, basée sur l'idée que la question de recherche n'émerge pas du terrain tout seul, mais qu'elle est le résultat d'une négociation entre organisations communautaires et chercheurs. Cette idée de négociation souligne l'apport d'un chercheur formé à la (re)formulation des questions, car si toutes les questions méritent d'être posées, elles ne méritent pas toutes un travail de recherche. Par exemple, une envie qui a été exprimée par un habitant à Villeneuve était celle d'une étude sociolo-

gique sur l'origine des habitants. Cette question comporte des risques politiques car elle peut aider à construire l'argument selon lequel la diversité d'origines des habitants de Villeneuve est un facteur d'explication de ses problèmes sociaux, plutôt que les indicateurs de précarité avec lesquelles travaille l'INSEE. Suite à une négociation entre chercheurs et groupes d'habitants, cette question peut être reformulée afin qu'elle réponde aux préoccupations des habitants et du chercheur. Ainsi, le chercheur dans un dispositif de recherche collaborative a bien un objectif, un agenda, un idéal qui est celui de rééquilibrage des rapports de force, dans le sens de l'intérêt collectif.

La co-interprétation et la co-écriture des résultats.

Selon mon expérience de plusieurs animations de groupes de travail collectif, le passage à la synthèse des échanges est un moment clé, un moment où ceux qui ont moins de pouvoir sont souvent dépossédés des savoirs produits ensemble. Dans ces situations de travail collectif, quand le temps du débat est écoulé et que les participants d'un petit groupe doivent se pencher sur une synthèse à restituer, il y a toujours des personnes qui se sentent plus concernées que d'autres pour prendre le stylo et écrire une synthèse avec leurs mots et leurs grilles d'analyse. Le programme *Quart Monde-Université* conclut à la fin de son expérimentation de l'écriture commune qu'il s'agit d'un exercice compliqué et très gourmand en temps. Ils définissent l'écriture commune comme « *une même lecture et une même appréciation des données recueillies, avec le respect d'éventuels points de vue différents* ».

À qui appartient la connaissance produite ensemble ?

Selon *ATD Quart Monde*, les savoirs produits dans les expériences de croisement de savoirs et

de pratiques relèvent d'une propriété collective. Ceci signifie concrètement qu'un livre est écrit collectivement mais que les données (interviews, auditions, transcription des échanges de groupes...) ont été archivées à la fin du programme et qu'il a été demandé à chaque participant de ne pas prolonger individuellement les recherches et donc de détruire les données en leur possession. Cette démarche préconisée est le résultat logique de l'idée que les savoirs sont le produit de la diversité du groupe et que personne ne peut se les approprier sans les autres.

Le juste milieu entre proximité et distance

Faire de la recherche avec les habitants d'un quartier populaire implique de se confronter aux rapports de pouvoir, de se rapprocher de l'autre, mais aussi accepter le désaccord. Comment articuler cette recherche de proximité avec la distanciation. Est-ce la quête de vérité par l'objectivation, la volonté de minimiser le rôle de l'individu, ou simplement une prise de distance de ses propres émotions ? Pour Nicolas-Le Strat, cette proximité (intérêt commun avec les personnes impliquées *dans* et *par* la recherche) comporte un risque qu'il faudrait équilibrer avec la capacité de distanciation. Le lieu privilégié de cette distanciation est, pour lui, la communauté de recherche qui permet un retour sur une expérience d'intervention en tant que chercheur et une vigilance collective. Tremblay précise que la différence entre un groupe de réflexion citoyenne et la recherche partenariale qui se veut scientifique est que la production des résultats doit être la plus objective possible. Selon lui, trop de subjectivité enlève la légitimité : un échantillon doit être suffisamment large et représentatif, les méthodes doivent être convaincantes pour servir politiquement aux organisations communautaires.

Enfin, il nous semble important de travailler à partir des subjectivités. Pour avoir une chance de se comprendre, de se rencontrer, il nous faut pratiquer un art du décentrement : une mise à distance de nos représentations, pour aborder

l'Autre ou l'Inconnu avec un regard le plus neutre possible. Le savoir est social : le résultat d'interactions, fortuites ou provoquées ; de façon consciente ou non. Il est donc tributaire de ces rencontres, de ces relations.

- (1) Saul Alinsky décrit cette méthode dans *Rules for Radicals : A Practical Primer for Realistic Radicals*, publié en 1971 chez Random House.
- (2) Nicolas-Le Strat, Pascal, *Quand la sociologie entre dans l'action, la recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique*, Presse Universitaire de Saint Gemme, 2013, p. 173.
- (3) <http://www.scoplorage.org/>
- (4) Insee Analyses, Grenoble-Alpes Métropole : des signes de précarité urbaine dans les plus grandes communes, N° 21, Février 2015.
- (5) Cette idée est entre autres développée par Frantz Fanon dans *Peau noire, masques blanches*, 1952.
- (6) Tremblay, Pierre-André, « Une sociologie de la recherche partenariale », texte paru dans : Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein, Denis Bussièrès (dir.), *Le défi de l'innovation sociale partagée*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014.
- (7) Marion Carrel, *Faire participer les habitants Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, ENS-Editeur, 2013.
- (8) Paulo Freire – An incredible conversation, video youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=aFWjnkFypFA>.
- (9) Pour plus d'information sur l'expérience du laboratoire CRISES à Saint Camille, Quebec : <http://crises.ugam.ca/recherche/incubateur/648-les-ateliers-des-savoirs-partages-avec-la-communauté-rurale-de-saint-camille.html>
- (10) Groupes de recherche Quart Monde-Université et Quart Monde Partenaire, *Le croisement des savoirs et des pratiques, Quand les personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble ?* Les éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, Les Éditions Quart Monde, Paris, 2008.
- (11) Pour plus d'information sur le community organizing et l'Alliance Citoyenne : Balazard, Hélène, *Agir en démocratie*, Les Éditions de l'Atelier, 2015.
- (12) Groupes de recherche Quart Monde-Université et Quart Monde Partenaire, 2008, Ibid.
- (13) Morvan, Alexia, *Traces d'une "non conférence" : « Savoirs d'action, savoirs d'expérience, savoirs théoriques : sortir de la hiérarchisation »*, Rencontres d'Automnes, Savoirs et transformations sociales, 26 au 29 novembre 2014 à Grenoble.
- (14) Morvan, 2014, Ibid p. 35.
- (15) Selmeczi, Anna, « Abahlali's Vocal Politics of Proximity : Speaking, Suffering and Political Subjectivization », *Journal of Asian and African Studies*, N° 47, 2012, p. 510.
- (16) Groupes de recherche Quart Monde-Université et Quart Monde Partenaire, 2008, Ibid.
- (17) Cette idée a été développée par notre collègue Karine Gatelier dans un papier préparée pour le colloque « l'Exil est-il audible » organisé dans le cadre du festival « Les Détours de Babel » le 28 mars 2015.

■ CHAPITRE 9

Perspectives pour une dynamique de co-construction

Et maintenant ? Comment pouvons nous favoriser et stimuler des actions collaboratives entre universitaires et citoyens dans le futur ? Dans ce dernier chapitre, nous essayons d'en esquisser les contours possibles.

L'offre de formation mise à part, l'université a établi peu de passerelles institutionnalisées envers la société civile. Et pourtant, les participants au séminaire ont signalé des interactions diverses, dépassant le cadre classique. Ainsi, des associations de Villeneuve comme la *Régie de quartier, Planning ou Villeneuve Debout* accueillent des étudiants en stage. Aussi, des projets ponctuels, initiés par des enseignants-chercheurs, se multiplient. Trois exemples parmi bien d'autres sont présentés dans les encadrés qui suivent. Ils révèlent tous d'engagement et/ou d'expérimentations pédagogiques et font preuve d'une certaine ouverture du côté universitaire. Les actions de notre groupe de travail ont aussi commencé à porter leur fruit. Ainsi, les projets de collaborations se sont multipliés : Aysegul Cankat, professeure à l'École d'Architecture de Grenoble a organisé, en lien avec l'association *Planning*, une semaine d'immersion à Villeneuve pour tous les étudiants en première année. Plusieurs étudiants en architecture se sont impliqués dans une « semaine de co-construction », réalisant leurs travaux de fin d'étude en prenant en compte les attentes des habitants. A l'IGA, un nouveau module d'enseignement a été introduit dans la formation licence, ayant comme sujet la recherche-action-participative dans l'environnement immédiat de la Cité des Territoires. Une université populaire est en cours de préfiguration avec les associations de Villeneuve, dont le but est de reconnaître l'importance des savoirs des habitants,

de créer des lieux de paroles ouvertes, donnant de la place à l'esprit critique présent dans le quartier. Il est souhaitable que ce type d'actions et de projets ne restent pas des cas isolés. Comment renforcer ces dynamiques, leur donner un cadre favorable, de la visibilité et de la continuité ? Avant de dessiner les contours d'un tel cadre, récapitulons les enseignements des expériences et réflexions de notre groupe de travail.

Dans l'avenir, qui pourrait faire quoi avec qui, comment et où ?

Qui ? Il est évident que l'exercice de co-construction et de collaboration demande une disposition spécifique de la part des universitaires aussi bien que des citoyens. Aller à la rencontre de « l'autre » et engager un processus collectif est une activité qui ne peut en aucun cas être imposée. Toujours serait-il souhaitable que des personnes potentiellement intéressées sachent que des possibilités de s'engager existent et qu'elles aient un appui.

Avec qui ? Comment entrer en contact avec « l'autre monde » ? Différents types de démarches des universitaires vers la société civile sont possibles. S'adresser directement à une association, aller à l'encontre des citoyens dans l'espace public, travailler avec des citoyens déjà engagés où faire l'effort d'aller à la rencontre des personnes les plus éloignées de l'université : le type de démarche dépend du projet et l'influe fortement. Il semble beaucoup plus difficile pour un habitant, ou encore une association, de solliciter des universitaires. Certes, des dispositifs spécifiques ont vu le jour aux échelles européenne, nationale et régionale, comme par

exemple les *Boutiques des Sciences*, collectant la « demande sociale » et mettant en contact société civile et universitaire. Or, à l'échelle de Grenoble sud, ces dispositifs semblent loin — géographiquement et mentalement. Comment trouver des universitaires prêts à l'exercice ? Une fois la grille d'entrée des lieux académiques franchie, où aller, à qui s'adresser ? La démarche semble possible seulement dans le cas de contacts personnels, il faut alors être intégré dans les « bons » réseaux.

Quoi ? Des initiatives peuvent être montées sur base d'une demande de la part d'habitants ou bien à partir de propositions émanant d'étudiants, d'associations, d'enseignants-chercheurs. De multiples types d'actions sont possibles, ils dépendent de l'objectif poursuivi : monter une action sociale, économique, culturelle ou militante dans le quartier ? Co-produire des connaissances sur un sujet ? Les objectifs d'un projet de collaboration peuvent être très divers, mais dans tous les cas de figure, il s'agit de produire ensemble des informations, des données utiles et utilisables, donc intelligibles, aux citoyens non-universitaires.

Comment ? Quel que soit l'objectif d'une collaboration et la méthode choisie (voir chapitre 7), la démarche est celle d'une complémentarité des savoirs. Elle va à contre-courant d'une société marquée par une hiérarchisation des savoirs et une asymétrie de rapports de pouvoirs entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Ainsi, la collaboration requiert des attitudes et des capacités spécifiques. Être prêt à laisser derrière soi ses a priori et stéréotypes de « l'autre » et vouloir immerger dans son monde nécessite alors une bonne dose d'empathie et de confiance, une disposition au décentrement. Des méthodes et outils facilitant ces démarches vers l'incertain existent, comme l'utilisation d'objets susceptibles d'être d'intérêt commun, ou encore de personnes fonctionnant comme médiateurs.

Quand ? Le monde universitaire, les habitants ou les associations n'ont pas les mêmes temporalités, ne fonctionnant pas dans les mêmes conditions. Un projet associatif, une fois formulé et approuvé, peut se faire sur des durées longues, jusqu'à plusieurs années, avec des investissements quotidiens. Du côté Université, il est possible pour un enseignant-chercheur d'impliquer ses étudiants dans une recherche-action, or une unité d'enseignement a une durée restreinte de trois mois. Il est aussi envisageable de monter un projet dit de recherche-action, permettant aux universitaires de s'engager sur une durée plus longue. Mais, ces types de projets demandent un temps d'investissement dépassant largement celui des projets classiques de recherche. Le manque de temps investi peut être source de frustration chez les habitants et associations. Dans bien des cas, les enseignants-chercheurs s'investissent alors hors temps de travail officiel, recevant peu de reconnaissance professionnelle pour leur engagement.

Où ? Il est aussi déconcertant (sinon plus) pour un habitant d'entrer dans des bâtiments universitaires que pour un chercheur-enseignant de quitter son bureau et de s'immerger dans le monde d'un quartier. Que ce soit la salle d'une institution universitaire ou d'une association militante : chaque espace est chargé de normes, de pratiques, d'habitudes de langage spécifiques au lieu et déconcertant pour le non habitué. Or, toute collaboration habitants-universitaires nécessite, en premier lieu, que les relations inégales soient surmontées. Le choix d'un espace « neutre » n'appartenant pas d'emblée à une certaine catégorie d'acteurs, est alors souhaitable.

Enfin, la question du lieu ne concerne pas seulement le choix d'un lieu propice à ce type particulier d'interactions. En effet, la création d'un espace spécifiquement dédié à la collaboration citoyens-universitaires permettrait de répondre à un bon nombre de défis.

PLAIDOYER POUR LA CRÉATION D'UN « TIERS ESPACE »

Nous faisons ici le plaidoyer pour la création et la mise à disposition d'un espace n'appartenant pas d'emblée à l'un ou l'autre acteur impliqué. Ce « tiers espace » constituerait un terrain intermédiaire, un espace qui peut être approprié, rempli de sens (confiance, confrontation, reconnaissance mutuelle), de modes de fonctionnement et de normes collectivement construits. Il viserait à accorder les différentes temporalités des individus et collectifs.

Sept arguments en faveur d'un « tiers espace »

- 1 **Un lieu intermédiaire entre les deux mondes sociaux :** Il permet de réduire l'inégalité préexistante des relations entre les individus provenant de milieux sociaux différents, en symbolisant le « décentrement » de tous, en favorisant la création de règles communes visant à partager la parole et en devenant ainsi un lieu « rassurant ».
- 2 **Un nœud de convergence :** Il permet de centraliser et d'articuler l'offre et la demande. C'est ici que peuvent être déposées les attentes, les idées, les propositions plus ou moins concrètes — du côté des habitants, des associations aussi bien que du côté universitaire.
- 3 **Un lieu de « chute », une plateforme :** Il facilite la démarche, car on sait où aller et qui rencontrer. On y entre, on peut y rester, on y sort. Le lieu est ouvert, il n'enferme pas. Il permet de niveler les différentes temporalités, les temps longs et les temps courts.
- 4 **Un lieu de mémoire des activités :** Les résultats et enseignements des initiatives diverses et variées peuvent être stockés, physiquement (bibliothèque) ou virtuellement (fiches numériques). Contrairement aux événements éphémères, il permet la construction lente et cumulative d'une histoire locale, spécifique, située.
- 5 **Un observatoire :** La centralisation d'informations sur des actions collaboratives permet la mise en place d'un système de veille et de monitoring. Des redondances ou répétitions d'actions peuvent être évitées, des synergies créées.
- 6 **Un lieu de ressources et de capitalisation des expériences :** La mémoire cumulative des expériences, des informations et des leçons tirées permet d'avancer.
- 7 **Mais, avant tout, un lieu tourné vers le futur, l'avenir :** C'est ici, dans ce tiers espace-temps, qu'on improvise, qu'on crée, qu'on réinvente le rapprochement entre l'université et la société.

Exemple 1 : Mobilisation suite au reportage stigmatisant « Villeneuve, un rêve brisé »

Claske Dijkema

Le reportage d'Envoyé Spécial, « Villeneuve, un rêve brisé », diffusé le 26 septembre 2013 par France 2 avait provoqué une énorme colère chez les habitants due à l'image noire qu'il donnait à voir du quartier. Ce reportage a été fortement contesté aussi bien sur la forme que sur le fond. Une très forte mobilisation a suivi la diffusion du reportage. Elle regroupait au cours de plénières plusieurs centaines de personnes. Cette illustration met l'accent sur les interactions entre habitants, associations de quartiers et universitaires qu'a accompagné cette mobilisation⁽⁷⁾.



Les formes de mobilisation des habitants et les liens avec l'université

- L'Institut de Communication et Multimédia (ICM) s'est montré intéressé par la mobilisation et a pris l'initiative de filmer trois personnes du quartier regardant et commentant le reportage. Des extraits ont été utilisés dans le webdocumentaire réalisé par les étudiants de ICM sous la direction de David Yon.
- Par ailleurs, il avait été découvert que Françoise Joly, une des réalisatrices / animatrices de l'émission était une ancienne étudiante de l'Institut des Études Politiques (IEP) à Grenoble et qu'elle était la marraine de la promo-

tion 2013 de l'IEP. C'est à ce titre qu'elle a été l'invitée d'honneur lors de la remise de diplômes de cet institut au Prisme à Seysins. Une manifestation a eu lieu lors de cet événement, et un texte expliquant les revendications avait été lu devant toute l'audience, avec l'accord complet de la direction de l'IEP et notamment du master Journalisme de cette institution... Ainsi l'université est devenue une extension du lieu de contestation.

- L'École de journalisme de l'IEP à Grenoble (EJDC) s'est également intéressée à la réaction locale au reportage. Trois étudiants ont réalisé une contre-enquête et ont décrypté le reportage. Le document a fait partie d'un dossier de presse et a été une des pièces de la plainte qui a été déposée devant la justice.



Exemple 1

(suite)

Trois initiatives à plus long terme ont été lancées par la suite : la création d'un nouveau blog des étudiants de l'EJDC, « A l'avant-poste », le lancement d'un média de quartier « Le Crieur de la Villeneuve » et un forum « Médias et quartiers populaires » qui a eu

lieu un an après la diffusion du reportage à la Maison de la Culture à Grenoble. L'entretien ci-dessous raconte comment l'université s'est impliquée dans la mobilisation et l'intérêt que cette collaboration présente pour la visibilité de celle-ci.

Entretien avec Alain Manac'h, un militant de l'association Villeneuve Debout et habitant du quartier.

Pourquoi l'IEP s'est intéressé à ce qu'il se passe dans le quartier?

Il était étonnant qu'au début de la mobilisation, les chercheurs ont été complètement absent, alors que l'information circulait nationalement et il se passait quelque chose d'unique dans le rapport médias/quartiers populaires. L'Institut de journalisme de l'IEP (EJDC) est spécialiste des questions de médias et de leurs réceptions par les publics. Son directeur, Gilles Bastin, a cherché par la suite à combler son retard. La mobilisation a été une occasion pour faire le pont entre l'IEP et le quartier, une envie qui existait depuis un certain temps.

blique a aussi été constructif. Mais au-delà, l'apport est plus important en ce qui concerne la médiatisation de la dénonciation du reportage, notamment à travers la prise de parole pendant la remise de diplômes. Le Forum « Médias et quartiers populaires » a été une occasion pour le quartier de faire connaître les initiatives d'éducation populaire sur les médias, de mener une réflexion sur l'éthique des médias dans les quartiers populaires et de rendre audible les revendications des habitants. D'une certaine manière l'accompagnement, voire le compagnonnage de l'université dans ce type de mobilisation la crédibilise, la rend audible et pertinente. C'est une collaboration précieuse.

Quel apport des savoirs universitaires à la mobilisation contre le reportage?

Le rapport « contre-enquête » réalisé par les étudiants a été une pièce sur laquelle la mobilisation a pu s'appuyer pour la plainte. L'éclairage du sociologue Jérôme Berthaud, contacté et présent dès le début de la mobilisation et notamment pendant une séance de décryptage pu-

Qu'est-ce qui est important pour la réussite de la collaboration entre universitaires et militants d'associations ?

- Une démarche de croiser les savoirs.
- L'Université ne doit pas piloter, mais être un partenaire à pied d'égalité.
- Inscrire la collaboration dans la durée et la pérenniser dans le temps.

Exemple 2 : Villeneuve Échirolles en projets

Retours sur l'atelier d'urbanisme des étudiants-es du master « design urbain »

Jennifer Buyck & Nicolas Tixier

Nous voudrions ici partager quelques éléments, principalement méthodologiques, qui sont issus d'un dispositif pédagogique particulier : l'atelier de projet des étudiants-es du master « design urbain », promotion 2014-15. Cet atelier résulte lui-même et nourrit en retour d'autres expériences de recherche et d'enseignement. Réalisé d'octobre 2014 à janvier 2015, cet atelier d'un semestre animé par Jennifer Buyck et Nicolas Tixier avec le chaleureux soutien de Behrang Fakharian répond à une commande du service *Égalité, Démocratie Locale* de la Ville d'Échirolles et du Laboratoire *archAologie*. Le quartier de la Villeneuve Échirolles fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine prévu pour les années à venir. Proposition est faite aux étudiants-es de participer à la réflexion sur le devenir des espaces publics du quartier. Cette même proposition est adressée au master « Architecture entre usages et paysages urbains » de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble piloté par Florian Golay. Le deux masters, d'urbanisme et d'architecture, travaillent alors en parallèle ; le premier à l'échelle du quartier voir au-delà, le second à l'échelle de l'immeuble, voir en deçà. Des temps de travail communs sont aussi organisés : un à mi-parcours pour débattre entre nous mais aussi avec les commanditaires et les habitants des travaux entamés et un autre permettant la restitution collective finale, sous la forme d'une exposition de projets et d'un plateau-radio enregistré en présence d'un public et dans les conditions d'un direct. Plutôt que de détailler ici les diffé-

rentes propositions d'aménagement des étudiants-es, nous avons fait le choix de préciser les choix opérés en terme de méthodologie du projet : celui de toujours mettre en relation des acteurs locaux, des habitants et des usagers ; celui de toujours s'appuyer sur un collectif de travail, pour l'investigation in situ comme pour la réflexion.

Marcher, décrire, projeter

Dès le premier jour d'atelier, jour de rentrée inaugurant l'année à venir, les étudiant-e-s sont partis caméra au poing à la rencontre de la Villeneuve Échirolles et plus particulièrement de ses habitants. Pour être tout-à-fait exact, Naïm Aït-Sidhoum, architecte, vidéaste et enseignant à l'école d'art d'Annecy demande à ses étudiant-e-s d'Annecy ainsi qu'à ceux du master « design urbain » d'aller individuellement à la rencontre de personnes dont l'activité (professionnelle ou non) transforme le territoire d'Échirolles et ceci afin d'en dresser par la suite le portrait. De là une dizaine de propositions émergent, des rendez-vous sont pris et les étudiant-e-s des deux formations s'entremêlent afin de constituer de petits groupes de trois ou quatre. Chaque groupe planifie à sa manière son tournage et les rushes — non montés — sont visionnés au bout d'une semaine et débattus collectivement. On y découvre entre autres un retraité qui collectionne les caméras depuis des années et qui passe une bonne partie de son temps à documenter les événements échirollois, un ancien travailleur

Exemple 2

(suite)

de la Viscoze dans son jardin, un groupe de quatre jardiniers qui prennent soin de massifs de roses au pied des barres du quartier des Essards, un nettoyeur municipal et son aspirateur à feuilles, un employé de Decaux qui remplace les affiches publicitaires dans les arrêts de transport en commun, un graffeur... Si ces films n'ont pas directement servi le projet, cette expérience s'est avérée essentielle pour la conduite de l'atelier par la fédération d'un groupe autour d'une attention aux autres et au territoire. Le récit du lieu, c'est pour nous l'acte de narration collective qui fait exister le lieu comme espace de pratiques partagées ou potentielles.

Transects & table longue

Fin octobre 2015, les étudiants-es du master « design urbain » de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble et ceux du master « design et espace » de l'École Supérieure d'Art de l'Agglomération d'Annecy ont parcouru à pied le Sud de l'agglomération grenobloise. À l'issue de ces trois jours de marche exploratoire le long de lignes abstraites, préalablement définies en atelier et que nous appelons « transect », une restitution a été organisée sous la forme d'une « table longue », première expression des rencontres, émotions, réflexions. Le dispositif de la table longue consiste à disposer, physiquement et matériellement dans l'espace une longue table, sur laquelle on déploie les transects étudiés. En présence d'un public composé d'élus, d'habitants, de techniciens, les étudiants-es représentent en coupe leur transect en mobilisant différents éléments exprimant

ou suggérant les enjeux à traiter : paroles d'habitants, paroles d'experts, photographies, expression des usages, données quantitatives, zoom sur un point particulier, éléments de diagnostic et d'enjeux, esquisses de projet, etc. L'observation de terrain se traduit alors en un inventaire écrit, dessiné et photographié de situations diverses, une superposition d'ambiances, d'interrogations, d'usages. À la fois l'expression et l'interrogation d'un espace de vie, la table longue articule, en un temps inédit de débat public, analyse et conception. C'est une façon plurielle de mettre le quotidien en débats et en projets.

Itinéraires habitants & cartographie vidéo

La collecte de miniatures urbaines vidéographiques tout au long des trois jours de traversées a de plus permis de produire une représentation inédite et éditorialisable du territoire échirollois : une carte vidéo. Description des espaces traversés, rencontres avec des habitants et des usagers, comme autant de manières de connaître le territoire, autant de façons d'énoncer puis de mettre en partage les enjeux de son devenir. Alors que les transects et les miniatures vidéographiques s'intéressaient au Sud grenoblois, les itinéraires habitants réalisés par les étudiants-es se focalisent plus précisément sur la Villeneuve d'Échirolles. Selon la méthode des itinéraires du sociologue Jean-Yves Petiteau, un recueil regroupe 15 itinéraires, qui, par leurs récits, nous emmènent à la rencontre de la Villeneuve Échirolles. À travers les yeux, les paroles et les pas de 15 personnes, se dessine un territoire de vie.

Exemple 2

(suite)

Plateau radio & exposition

Enfin, jeudi 29 janvier 2015, les étudiants-es en urbanisme et architecture ont présenté à la Butte, équipement culturel et sportif au cœur du quartier, le résultat de leurs recherches autour du projet urbain Villeneuve d'Échirolles. En soirée, ils ont organisé un plateau radio, c'est à dire une série de débats où élus, techniciens, habitants et étudiants sont invités à donner leur avis dans les conditions d'un direct et en présence d'un public. Cinq thématiques ont retenu leur attention : l'acte 2 du Programme National de Rénovation Urbaine, le devenir de la colline au cœur du quartier, la concertation, l'économie locale et l'utopie de la Villeneuve. Le plateau radio, accessible en ligne dès le lendemain de l'événement, ne vise pas à des conclusions, mais à faire s'exprimer et débattre, dans un temps organisé, des paroles et des expertises sur le devenir d'un territoire.

2014-2015

*Master « Design Urbain », Institut d'Urbanisme de Grenoble***Équipe enseignante :***Jennifer Buyck – Behrang Fakharian – Nicolas Tixier***Étudiants-es :***Charlène Alix, Eva Chaudier, Fabienne Coillet, Carlo Cordara, Fanny Gonzalez, Jaehoon Kim, Pauline Lemoine, Shuxian Lin, Laura Loison, Quentin Morise, Benoît Pellissier, Edouard Réhault, Jean Sirdez, Patricia Williams, Hui Yuan*

Lors de cet atelier les étudiants-es se sont emparés d'un territoire, mais aussi de moments, de rencontres, de situations pour construire leur relation au monde et produire des projets, des expériences, des formes, des actes. Chaque étudiant a conduit son travail entre production individuelle et production collective en déployant des projets tout en interrogeant les pratiques de représentations et les pratiques scientifiques qu'il se doit d'explorer et pour ensuite ou non les mobiliser. En cela l'enseignement du projet d'urbanisme et de territoire a permis de développer au fil des années, quelques principes de projet, non exclusifs entre eux ni avec d'autres, mais qui singularisent une approche, un regard et donnent lieu à des formes et des temps pédagogiques, ici souvent publics.

Exemple 3 : Projet « Formes sociales de création numérique : documenter sa présence dans un lieu »

Itinéraire d'un projet co-construit Villeneuve-Université

Caroline Angé, maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal – Grenoble3 (Maison de la création et Institut de la Communication et des médias) / Villeneuve (Maison de l'Image)

Des films interactifs comme médiations avec les habitants de la Villeneuve

La proximité géographique de l'Institut de la Communication et des médias ICM à Echirolles, à laquelle s'ajoute une longue collaboration entre la Maison de l'Image⁽²⁾ (située au Patio de la Villeneuve) et certains enseignants de l'ICM, a donné lieu au dépôt d'un projet de recherche et d'expérimentation pédagogique associant des acteurs de ces différents mondes lors de l'appel à projets de la Maison de la création en 2014/2015.

Cette expérience artistique et urbaine avec des acteurs associatifs de la Villeneuve, des professionnels du secteur audiovisuel et cinématographique, des chercheurs de trois laboratoires de recherche issus des universités grenobloises (GRESEC, Litt&Arts, PACTE) s'est construite progressivement avec le souci de tisser des liens avec les territoires dans une dynamique de co-construction.

En 2013/2014, dans le cadre d'enseignements sur les écritures multimédias, les étudiants du master Audiovisuel et Médias numériques du parcours vidéo de l'ICM avaient produit un film interactif « Retour à la Villeneuve », accompagnant un personnage de fiction « Marc » au cœur de la Villeneuve à la recherche de son histoire personnelle. Cette fiction numérique a été réalisée à partir de témoignages d'habitants, de portraits, de lieux à la fois divers et singuliers, mêlant des archives (extraits de Vidéogazette) et des rencontres plus récentes. Un tel projet résidait autant dans l'affirmation d'un ancrage local — s'entretenir avec des habitants au plus près de leur parole — que dans une réflexion

sur le lieu comme sujet porteur d'une histoire, d'une mémoire et des émotions des habitants qui l'ont vécu que dans une réflexion scientifique sur le positionnement des étudiants dans leurs approches des personnes à savoir les habitants. Ce projet pédagogique s'est poursuivi en 2014/2015, donnant lieu à la réalisation d'un webdocumentaire « Au-delà des murs »⁽³⁾ dans lequel la note d'intention des étudiants-réalisateurs précise « le souci d'aller à la rencontre des habitants en expliquant le projet et en discutant avec eux ». En leur donnant un appareil photo jetable, la commande suivante a été soumise aux habitants : « photographier leurs quotidiens, ce qu'ils avaient envie de faire partager ». Le webdocumentaire porte la trace non seulement des portraits de la Villeneuve (habitants, lieux, souvenirs, photos) mais aussi de la relation qui s'est tissée entre ces étudiants et le lieu investigué. Ainsi, se donne à voir qu'un lien entre la Villeneuve et l'université est porteur d'une mémoire de vécus quotidiens, de partage d'expériences et de co-construction entre des mondes par l'objet réalisé. De là, des questions de recherches ont émergé, amenant à poursuivre cette première expérience par un lien plus étroit avec la recherche dans ce lieu et ce, dans le cadre d'une réponse à un appel à projet de la Maison de la création.

Questions de recherche à la Villeneuve : documenter sa présence dans un lieu

Dans cette dynamique de co-construction associant un acteur local associatif de la Villeneuve (La Maison de l'Image) et l'université Stendhal, des chercheurs ont répondu à un appel à projets éma-

Exemple 3

(suite)

nant de la Maison de la création⁽⁴⁾ portant « sur les formes sociales de création numérique » en proposant des ateliers à la Villeneuve. Dans la note d'intention initiale de l'artiste, il s'agissait d'un projet de création engageant son regard sensible et s'appuyant sur la pratique d'itinéraires filmés dans le lieu à partir de rencontres entre les chercheurs, les étudiants et l'artiste (méthodologie de l'entretien et de l'itinéraire, analyse du lien entre territoire et constitution d'une identité, documentation, etc.). Ainsi, le processus visait à construire autant une multiplicité de récits qu'un regard unique et singulier sur le quartier. Finalement, la résidence avec l'artiste retenue⁽⁵⁾ a donné lieu à des séances d'autoportraits par les étudiants de plusieurs disciplines (sciences de l'information et de la communication, littérature, sociologie de la culture, physique-chimie), réorientant le projet de recherche piloté par Caroline Angé et Isabelle Krzywkowski vers des questions de méthodologie de la recherche sur l'engagement et la participation. Un atelier interactif a été mené par Cristina Nunez, l'artiste du projet « Self-portrait expérience », ayant pour objectif de stimuler l'identité créative des participants tout en les accompagnant dans un processus d'exploration de leur identité. Cet atelier s'adressait à

plusieurs publics (foyer de jeunes travailleurs de la Villeneuve, étudiants...) favorisant des échanges lors de discussions autour de la projection de portraits pour réfléchir ensemble aux liens entre images, processus créatif et émotions. « L'activisme social » de l'artiste, en résidence à la Maison de l'Image, a amené les chercheurs à qualifier leurs places dans le dispositif lui-même de l'observation à la co-construction avec les acteurs à plus forte raison qu'il s'agissait de travailler dans la multiplicité et la complexité des identités.

L'intérêt d'un tel projet permet de décroiser, de déplacer les frontières par le biais de propositions de pédagogies expérimentales dans d'autres lieux tels que la Villeneuve. Il permet également de questionner la place du savoir et la manière de le transmettre dès lors qu'on associe des publics (étudiants, jeunes travailleurs) pour analyser des images avec des médiateurs. Ce type d'atelier interpelle également les chercheurs engagés dans le projet sur leurs places, ce qu'ils modifient dans leurs manières de faire, dès lors qu'ils « sortent » des amphithéâtres ou des salles de cours pour aller faire d'autres espaces de circulations culturels et sociaux.

(1) Comme source, nous nous sommes basé sur nos observations, alimentés par un entretien avec Alain Manac'h, un militant de l'association Villeneuve Debout et habitant du quartier.

(2) La Maison de l'Image est un lieu ressource dédié aux images, ouvert à tout public souhaitant s'initier aux techniques de l'image, conduire des projets d'éducation à l'image, et découvrir la création artistique dans le domaine de l'image et des arts numériques. L'association, sous le régime de la loi 1901, est née en 1972 sous le nom de Centre AudioVisuel Grenoble devient La Maison de l'Image en 2013 et reprend les missions de la maison de la photographie et de l'image.

(3) Le webdocumentaire est présent sur le site de la formation : « clic-et-clap.fr/project/au-dela-murs/. L'enseignant référent pour ce projet est David Yon.

(4) La Maison de la Création est une structure grenobloise de l'université Stendhal qui coordonne des activités pédagogiques et de recherche autour de pratiques et processus de création pluridisciplinaires.

(5) Il s'agit de Cristina Nunez, une artiste espagnole qui par le biais de la photographie fait de l'autoportrait en proposant par là des ateliers collaboratifs qui amène à porter un regard réflexif sur l'expression de ses émotions. Celle-ci a ainsi développé une méthodologie d'ateliers participatifs à partir de sa propre expérience, des moments et des lieux qui ont marqué sa vie dans un voyage intime.

CONTACTS

Par email : claske@modop.org

asso.planning@gresille.org

kirsten.koop@ujf-grenoble.fr

Par courrier : Cité des Territoires
Institut de Géographie alpine
(A l'attention de : Kirsten Koop)
14, bis avenue Marie Reynoard
38100 Grenoble

Avec la participation de Joe Hobbs, Alva Brun, de l'équipe de **Modus Operandi**, des membres de l'association **Planning** (Sébastien Breynat, Morgane Cohen), d'Anne-Laure **Amilhat-Szary** et Jennifer **Buyck** (enseignants-chercheurs au laboratoire de recherche PACTE), Caroline **Ange** (enseignante-chercheuse de l'Institut de Communication et des Média), du groupe thématique de recherche **FAMME** (Frontières, Altérité, Marges, Mondialisation, Expérimentation) de PACTE et tous les participants à nos actions diverses et au séminaire du 13 juin 2014.

- Claske Dijkema,
Association Modus Operandi
- David Gabriel,
Association Planning
- Kirsten Koop,
Université Grenoble-Alpes, UMR PACTE



PLANNING



La production de ce livret
a été soutenue financièrement
par la Région Rhône-Alpes



Rhône-Alpes

UNITER
UNIVERSITÉS ET TERRITOIRES